

# La Brèche

organe bimensuel du  
Parti Socialiste Ouvrier (PSO)  
section suisse de la IV<sup>e</sup> Internationale

Nicaragua :

## LE SILENCE EST UN PARTI PRIS

L'escalade US au Nicaragua a franchi un nouveau pas cet été. Guerre de "basse intensité", selon le jargon du Pentagone, qui entend par là l'intervention sans troupes US. Mais quand elle frappe un petit pays pauvre, dont les réalisations civiles et sociales reconstruites après la dictature sont saccagées par la "contra", coincé par les prix du marché mondial, le blocus américain et l'effort de guerre, la "basse intensité" de la première puissance militaire mondiale a des effets dévastateurs, que les mots choisis cherchent justement à cacher.

C'est ce que vient de reconnaître, en juin, après 36 mois de délibérations et à une écrasante majorité, la Cour internationale de justice de La Haye. L'agression US viole depuis plusieurs années le droit international. Aucune des justifications avancées par l'administration Reagan, des livraisons d'armes au Salvador au prétendu "droit à l'autodéfense collective", n'a été retenue. Conclusion politique : le terrorisme d'Etat règne à Washington.

D'avance, Reagan a récusé l'autorité de la Cour "pour l'Amérique centrale". Depuis qu'existe la Doctrine Monroe (1823), les USA nient le droit à l'existence de tout Etat libre dans l'isthme américain. Pourquoi s'embarasser, dès lors, de normes internationales ? Congrès et Sénat américains ont voté les 100 millions d'aide à la "contra" (400-500 millions avec les crédits annexes, le double des recettes d'exportation du Nicaragua) avalisant officiellement une guerre non déclarée.

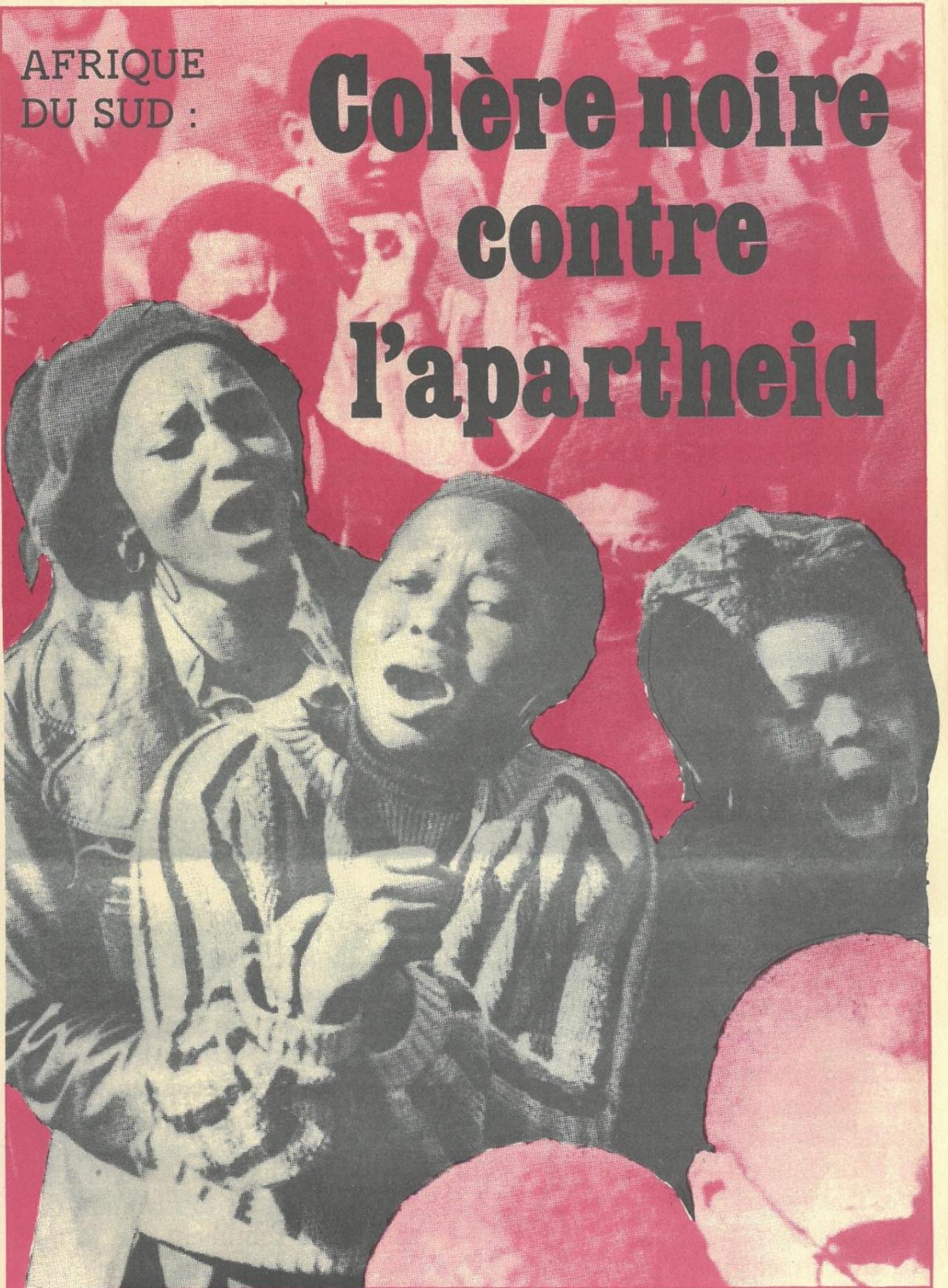
Les "démocraties occidentales", celle de Chirac-Mitterrand, de Gonzalez ou Kohl, comme la Suisse aussi, qui font feu de tout bois contre le "terrorisme" pour le respect du droit international, capitulent déjà devant Reagan. France et Allemagne fédérale se sont abstenues au Conseil de sécurité sur le jugement de La Haye. La Suisse garde le silence et limite son aide (voir notre dossier). J.-C. Buffle soulignait pourtant avec raison dans 24 Heures du 4 août : "Si l'attachement particulier que la Suisse prétend vouer au règlement pacifique des différends est plus qu'un slogan, elle ne peut qu'accorder une importance particulière à cet avis de la plus haute juridiction internationale."

Devant un tel front d'hypocrisie "démocratique" et de moyens militaires meurtriers, le Nicaragua se bat pour sa survie. S'il ne tolère plus n'importe quel acte de l'oppression, liée à l'agresseur, il développe en même temps une mobilisation populaire sans précédent. Pour la défense et la production, mais aussi, dans des débats publics où s'exprime qui veut, sur sa future Constitution. Bel exemple de "totalitarisme"! Cohérent malgré tous les obstacles dans sa volonté d'indépendance et de libération sociale, le Nicaragua libre a besoin de notre solidarité entière, inconditionnelle. Son droit à l'autodétermination ne se discute pas. Ceux qui le contestent ou gardent un silence sceptique prennent déjà parti contre lui.

La Brèche

AFRIQUE  
DU SUD :

## Colère noire contre l'apartheid



GYMNASE DE LA CITÉ À LAUSANNE :

## L'AFFAIRE PASCHOUD

Les chambres à gaz ont existé.  
Les réfugiés sont expulsés.  
L'apartheid existe.  
S.O.S. racisme.



ASSEMBLÉE PUBLIQUE  
LAUSANNE  
mardi 2 septembre, 20h 15  
Salle des Vignerons (Gare CFF)  
avec  
JULIEN DREY  
SOS Racisme France  
et  
GEORGES PETERS  
Professeur à l'Université  
de Lausanne  
député au Grand Conseil  
Org. : SOS Racisme Vaud

Voici qu'on les entend de nouveau, et même de source officielle, ces slogans de sinistre mémoire : "La barque est pleine !" Et bientôt les actes succèdent aux déclarations.



Si vous voulez vous renseigner sur l'histoire de l'asile en Suisse et débattre de ces problèmes participez à  
**L'ASSEMBLÉE PUBLIQUE**  
"Les variations de la politique d'asile en Suisse"  
par  
ANDRÉ CHAVANNE,  
ancien conseiller d'Etat genevois  
YVERDON  
lundi 25 août, 20h  
Cercle Ouvrier, 3, quai de la Thièle  
Org. : SOS Asile Nord-Vaudois

Après treize ans de dictature, les mobilisations contre Pinochet se multiplient. Mais la répression est plus grande que jamais. Manifestons notre solidarité avec le peuple chilien.

## ACTE DE SOUTIEN AU PEUPLE CHILIEN

LAUSANNE  
mercredi 10 septembre, 20h 15  
Maison du Peuple, salle 4  
(5, place Chauderon)  
Messages de solidarité des partis suisses  
- Geneviève de Rham, PSO  
- Verena Berseth, POP  
- Marcel Gorgé, PSV  
Le peintre chilien José Venturelli apportera le témoignage d'un artiste exilé  
Avec le guitariste et chanteur colombien Gustavo Murillo  
Org. : Association de soutien à la résistance chilienne Salvador Allende  
(Voir notre article en p. 10)

## ATTENTAT RACISTE À NEUCHÂTEL

A l'heure où certains mettent en doute l'existence des chambres à gaz (voir notre article en page 8 sur "l'affaire Paschoud"), d'autres passent aux actes. Un nouvel attentat raciste a été commis à Neuchâtel. La section cantonale du PSO a immédiatement réagi. Voici son communiqué :  
"Le samedi 16 août 1986, le bureau de la JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne) et de la JEC (Jeunesse étudiante chrétienne) à Neuchâtel est ravagé par un incendie criminel. L'attentat revendiqué par un certain groupe "Winkelried" est le cinquième acte criminel raciste commis en l'espace de huit mois à Neuchâtel.  
"Fin décembre 1985, des "casseurs", masqués avec des cagoules, saccageaient les Magasins du monde. En janvier, ils démolissaient à coups de marteau la voiture d'un syndicaliste connu pour ses prises de position en faveur des réfugiés. Le même mois, ils boutaient le feu au local de CEDIPS (Coopérative d'édition, de diffusion et d'impression de publications politiques et sociales, qui publie entre autres les écrits du PSO). En mars, ils mettaient le feu aux locaux du Centre social protestant.  
"Ces racistes s'attaquent de la sorte aux activités démocratiques de ceux qui défendent les principes de la solidarité et d'une véritable politique d'asile. Dans ce but, ils vont jusqu'à prendre le risque de mettre en danger la santé et la vie d'autrui.  
"Il faut arrêter leur bras avant qu'il ne soit trop tard. Car il n'y a aucune raison que ces attentats cessent d'eux-mêmes. Pire, ces racistes "aux gros bras" et à la petite tête sont encouragés par la politique hostile aux réfugiés pratiquée par le gouvernement et la police des étrangers. Ils sont également encouragés par l'attitude plutôt passive de la police qui n'a mené aucune enquête sérieuse pour découvrir les auteurs de ces incendies criminels.  
"Le PSO appelle tous ceux et celles qui refusent la violence des racistes à défendre les libertés démocratiques. Il est indispensable de créer un large mouvement pour le respect de ces droits - de la liberté d'expression jusqu'au droit d'asile."  
PSO - section de Neuchâtel

## INITIATIVE POUR UNE FORMATION PROFESSIONNELLE ET UN RECYCLAGE GARANTIS (votation des 27/28 septembre 1986)

Nous avons notre mot à dire sur notre formation et en voilà l'occasion !

La Commission jeunesse de l'Union syndicale suisse, sa Commission féminine aussi, ainsi que le Syndicat suisse des services publics, la Fédération des ouvriers du bois et du bâtiment se sont déjà tous prononcés en congrès pour le soutien de notre initiative.

**TOI AUSSI, tu as ton mot à dire sur ta formation et TOI AUSSI tu peux nous aider : ensemble, nous avons beaucoup à dire !**

- Je finance . . . . . affiche(s) et paie le montant correspondant sur le compte ci-contre.
  - Je signe une annonce publicitaire et je participe aux frais (montant minimum Fr. 20.-). Envoyez-moi SVP vos formulaires d'annonce.
  - J'aimerais participer à la campagne de votation. Prenez SVP contact avec moi.
- Nom . . . . . Prénom . . . . .  
Rue . . . . . Numéro . . . . .  
No postal . . . . . Ville . . . . .  
A envoyer à : PSO, case postale 299, 8031 Zurich.

La pose d'affiches pour la votation nous coûte au moins

## Fr. 40 000.-

Avec Fr. 20.-, tu finances une affiche !  
Avec Fr. 40.-, tu en finances deux !

Aide-nous à payer ces affiches pour une formation professionnelle et un recyclage garantis.

CCP 80-31 368 Zurich, Comité d'action

## SOMMAIRE

<b>EDITORIAL</b>	
NICARAGUA : le silence est un parti pris	1
<b>POLITIQUE</b>	
Formation professionnelle : dans le droit fil de l'école publique	3
Canton de Fribourg : y'a pas de miracle !	3
Affaire Paschoud : à faussaire, faussaires et demi	8
Initiative GSoA : on y est !	8
<b>SOCIAL</b>	
Sol et droit foncier : bétonnage et profits	4
Racisme et xénophobie : une vieille histoire	5
Pas de passeport, pas d'asile	5
<b>DOSSIER</b>	
Aide suisse au NICARAGUA : Berne cède à la contra	6-7
La contra le cherchait	6
Que font-ils là-bas ?	7
<b>INTERNATIONAL</b>	
URSS : l'été de Gorbatchev	9
Economie internationale : les nuages s'amoncellent	9
CHILI : du 2 juillet au 4 septembre	10
<b>A LIRE</b>	
Un livre de Sa Rego et Tonello : "La guerre des étoiles"	11
<b>L'ÉVÈNEMENT</b>	
AFRIQUE DU SUD : timide boycott	12

## abonnez-vous

**Abonnements à La Brèche :**  
une année, enveloppe ouverte 55.-  
une année, enveloppe fermée 65.-  
une année, étranger (Europe) 80.-  
abonnement de soutien 100.-  
abonnement d'essai (7 num.) 13.-  
(au lieu de 17fr.50)

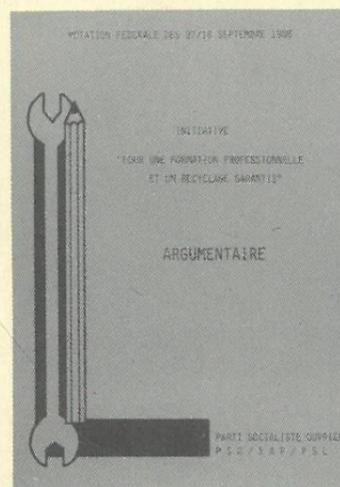
**Administration :**  
La Brèche, case postale 858  
1211 Genève 3  
CCP 10 - 25 669

**Rédaction :**  
La Brèche, 3, rue Chaucrau  
1003 Lausanne, 021/ 20 98 49  
Editeur responsable C.A. Udry  
Imprimerie CEDIPS, Lausanne

Si nos activités et notre politique vous intéressent :  
**prenez contact**

Parti Socialiste Ouvrier (PSO) section suisse de la IV<sup>e</sup> Internationale

Adresses des sections romandes  
Parti socialiste ouvrier (PSO) / La Brèche  
case postale 13, 2500 Bienne 4, 032 / 22 95 47  
case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds  
case postale 28, 1700 Fribourg 6  
case postale 858, 1211 Genève 3, 022/20 68 02  
3, rue Chaucrau, 1003 Lausanne, 021/23 05 91  
case postale 82, 1020 Renens VD 1  
case postale 1532, 2002 Neuchâtel  
case postale 485, 1400 Yverdon



### Matériel disponible pour la campagne

- Un argumentaire qui vient de sortir de presse;
  - une brochure sur la formation professionnelle en Suisse éditée à l'occasion du lancement de l'initiative;
  - des journaux de votation;
  - une affiche format mondial.
- Pour soutenir la campagne de votation, n'hésitez pas à commander notre matériel, à le diffuser, à convaincre votre parti, syndicat, organisation de l'importance de l'initiative (voir notre article en p. 3).  
Ce matériel est disponible à l'adresse de nos sections ou au Comité formation professionnelle, c/o case postale 299, 8031 Zurich, tél. 01/ 42 00 55, CCP 80-31368.



INPRECOR, revue bimensuelle d'information et d'analyse de la IV<sup>e</sup> Internationale. En vente dans nos locaux.

## Formation professionnelle :

**L'** échéance s'approche. Le 28 septembre, notre initiative Pour une formation professionnelle et un recyclage garantis passe en votation populaire.

Nous publions ci-dessous une prise de position de Gabrielle Nanchen. Ex-députée socialiste au Conseil national (1971 à 1979), assistante sociale diplômée et mère de trois enfants, Gabrielle Nanchen est depuis 1980 vice-présidente de la Commission fédérale pour les questions féminines. Elle explique pourquoi elle votera oui le 28 septembre.

*«Concernant les femmes et le travail, un rappel de quelques faits :*

– *Durant l'année 1985, en Suisse, les femmes professionnellement actives ont gagné 33,3 o/o de moins que les hommes.*

– *La moitié des femmes exerçant une activité rémunérée n'ont aucune qualification professionnelle.*

– *Au sortir de leur scolarité, les 3/4 des jeunes Suissesses choisissent l'un des trois secteurs professionnels suivants : le bureau, la vente ou la coiffure.*

*Normal, direz-vous. Les femmes donnent la priorité à leur ménage et à leurs enfants. Le travail professionnel est une activité accessoire pour elles, qui n'a pas besoin d'être aussi intéressante et rémunératrice que celle des hommes.*

## Dans le droit fil de l'école publique

*S'il en fut peut-être ainsi à une certaine époque et dans certains milieux, les choses ont changé. Il faut savoir qu'aujourd'hui, dans notre pays, 40 o/o des femmes adultes ne sont pas ou ne sont plus mariées et que ces dernières sont bien obligées de subvenir à leurs besoins. Quant aux femmes mariées, la maternité et l'éducation des enfants occupent une portion réduite de leur existence : deux Suissesses sur 10 seulement ont actuellement des enfants de moins de 16 ans; par ailleurs, à cause de la diminution du nombre d'enfants par famille et de l'allongement de l'espérance de vie, il reste aux femmes de 40 ans de nombreuses années devant elles, années que la seule tenue du ménage ne suffit généralement plus à remplir.*

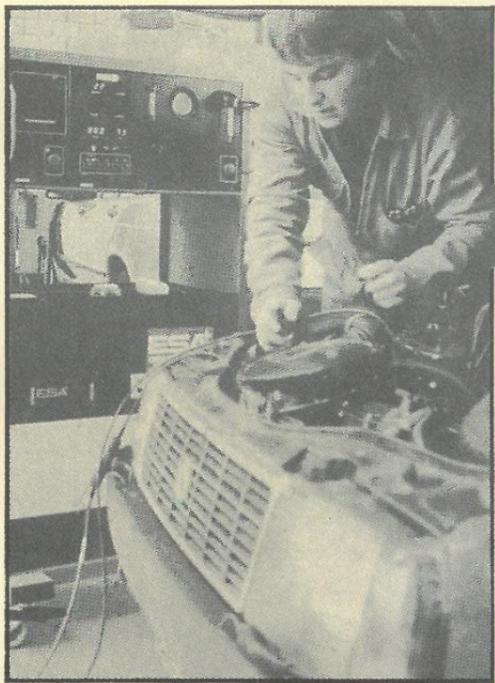
*Mais, à l'heure où les places d'apprentissage se font rares, les métiers d'avenir – c'est-à-dire le plus souvent des professions techniques, exigeant une formation longue – ne sont que difficilement accessibles aux femmes. Si quelques jeunes filles, particulièrement motivées et entreprenantes, arrivent à décrocher un contrat de mécanicienne ou d'électricienne, l'obtention d'un certificat fédéral de capacité dans une profession non commerciale par une femme d'âge mûr relève du véritable exploit.*

*Comment donc permettre aux femmes de prendre véritablement leur place dans le monde du travail? L'initiative Pour une formation professionnelle et un recyclage garantis propose un premier pas dans ce sens, en prévoyant pour chacune la possibilité d'acquérir une bonne formation professionnelle, grâce notamment à la mise sur pied par les cantons d'ateliers d'apprentissage, où tous ceux – et surtout toutes celles – qui n'ont pas réussi à trouver une place chez un patron pourraient apprendre le métier de leur choix. Il s'agit en fait d'inscrire dans la Constitution fédérale un droit à la formation professionnelle. Un tel droit n'est, après tout, que la suite logique, dans un Etat développé comme le nôtre, du droit à l'instruction primaire prévu à l'article 27.*

*Une dernière remarque. Comment peut-on déceint, pensez-vous peut-être, se ranger derrière un texte lancé par le Parti socialiste ouvrier, un groupement que d'aucuns considèrent comme marginal? Plus que les horizons politiques d'où elles proviennent, ce sont, à mes yeux, les idées qui comptent. La participation des femmes à la vie économique est une de celles qui me tiennent particulièrement à cœur. En cas d'acceptation, l'initiative contribuera à sa réalisation. C'est la raison de mon OUI.*

Gabrielle Nanchen

## Canton de Fribourg :



# Y'A PAS DE MIRACLE!

Pour un canton comme Fribourg, au développement économique tardif et à l'écart des grands centres industriels, notre initiative formation professionnelle représenterait une sensible amélioration. Notamment au niveau d'une offre diversifiée en places d'apprentissage ou de possibilités de recyclage. Comme nous l'explique ici Maurice Clément, secrétaire FCOM à la Fédération fribourgeoise des syndicats chrétiens, le système actuel montre de nombreuses carences. Surtout si l'on pense à l'arrivée des nouvelles technologies.

**La Brèche :** A entendre les représentants patronaux, le système actuel de formation professionnelle serait parfaitement satisfaisant et il n'y aurait pas lieu de changer quoi que ce soit. Que penses-tu de ce genre d'affirmations?

**Maurice Clément :** Il est vrai que nous ne connaissons pas une situation catastrophique en matière de formation professionnelle. Mais cela ne veut pas dire que l'initiative du PSO est inutile. Au contraire, car elle met en avant deux points importants. D'une part, le problème du recyclage qui aujourd'hui n'est prévu que de façon très sporadique et très spécialisée. D'autre part, l'initiative propose une amélioration certaine pour tous les laissés pour compte de notre système. Je pense en particulier aux jeunes de la deuxième génération d'immigrés, à ceux qui ont eu un curriculum scolaire difficile et aux femmes.

\* **Quelles sont les principales difficultés auxquelles se heurte un jeune lorsqu'il cherche une place d'apprentissage dans le canton?**

– Un des problèmes, c'est la régionalisation. Les places d'apprentissage sont essentiellement concentrées dans les centres industriels ou de services: Fribourg, Bulle, Romont. A la régionalisation s'ajoute encore le problème du bilinguisme. Les jeunes alémaniques de la Singine ont plus de difficultés à trouver une place car ils doivent venir à Fribourg et donc connaître le français.

L'offre des places d'apprentissage, par contre, s'est améliorée. A partir de 1985, l'offre globale, et je souligne la globale, a été à nouveau suffisante. Mais cela ne signifie pas encore que tous les apprentis ont trouvé chaussure à leur pointure. Dans la période d'avant 1985, j'ai vu plusieurs jeunes qui ont fait

n'importe quoi, c'est-à-dire ce qu'ils ont trouvé. L'autre jour, un jeune électricien en automobile est venu me voir. Il se retrouve à 22 ans en train de faire une nouvelle formation. Il avait choisi en son temps la formation d'électricien car il n'y avait plus de place ailleurs... On peut aussi prendre d'autres exemples. Celui de mécanicien sur voiture que je connais bien. Pendant des années, il y a eu une pléthore de jeunes qui voulaient faire cette formation. On constate aujourd'hui que, dans les trois ans qui suivent la fin de l'apprentissage, 30 o/o à 40 o/o de ces jeunes mécaniciens ne travaillent plus dans leur métier! Ils deviennent ouvriers spécialisés en usine.

\* **Avec l'arrivée des nouvelles technologies, penses-tu que, dans un canton comme Fribourg, l'apprentissage de maîtrise est à même d'offrir suffisamment de possibilités pour une formation solide dans ces domaines?**

– Le canton accuse certainement un grand retard à ce niveau. Ce n'est pas avec deux ou trois classes pilotes d'écoles secondaires faisant de l'informatique qu'on va préparer les jeunes et les initier à ces nouvelles techniques. Or il est évident que dans un proche avenir beaucoup de salariés seront confrontés aux nouvelles technologies, notamment dans le secteur des services. Ceci met bien en évidence la carence du système actuel d'apprentissage qui, avec la parcellisation croissante des métiers, n'offre pas une formation de base suffisamment large et solide. Tous les travailleurs devraient pouvoir bénéficier d'une formation sur les nouvelles technologies de six mois à une année au moins. A ce sujet du reste l'initiative du PSO pose le vrai problème en prévoyant, dans des

ateliers publics, des possibilités de recyclage.

\* **Qu'est-ce qui existe actuellement en matière de recyclage et de formation continue?**

– Si un travailleur veut suivre un recyclage, il doit se débrouiller tout seul. Il y a les cours du soir, entre autres, ceux du technicum. Et je suis bien placé pour savoir qu'il y a des demandes. Certains sont même obligés de se déplacer jusqu'à Neuchâtel ou Moutier pour pouvoir suivre des cours sur les commandes numériques. La situation est meilleure dans le secteur commerce et bureau où la SSEC (Société suisse des employés de commerce) met sur pied un programme de cours. Pour les mécaniciens sur voiture par contre, leur seule possibilité est de faire une spécialisation sur la marque où ils travaillent ou une maîtrise fédérale. Rien ne leur est ouvert sinon pour parfaire leurs connaissances ou se recycler dans un métier annexe.

Signalons encore le fait qu'actuellement le recyclage professionnel ne peut se faire qu'en dehors des heures de travail, ce qui exclut d'office tous les salariés travaillant en équipes car ils ne peuvent pas suivre régulièrement des cours du soir ou du samedi.

\* **Les petites et moyennes entreprises (PME) sont fortement présentes dans le canton. Peut-on garantir que les apprentis ne sont pas utilisés comme main-d'oeuvre à bon marché dans les PME?**

– Il n'y a pas une réunion syndicale avec des apprentis où ce reproche n'est pas formulé. Dès la deuxième ou troisième année d'apprentissage, l'apprenti a nettement l'impression qu'il est une main-d'oeuvre bon marché.

Mais concernant les PME, il y a le problème de la qualité de la formation liée aux nouvelles technologies. Les petites boîtes n'ont évidemment pas la capacité financière pour réaliser les investissements dans les nouvelles technologies et assurer ainsi une bonne formation à leurs apprentis. Il faudra bien que ces apprentis puissent se former ailleurs.

Propos recueillis par Pietro Boschetti

Sol et droit foncier :

# BÉTONNAGE ET PROFITS

Surpopulation est un terme que l'on entend souvent lorsqu'il s'agit d'occupation du sol. Non seulement dans les rangs de l'Action nationale, mais parfois aussi auprès des cercles relativement larges de la "mouvance" écologique. Par ailleurs, le Conseil fédéral proclame son objectif "d'autarcie alimentaire" pour le cas où la Suisse se trouverait en rupture de ravitaillement. Le but est de limiter par une intervention de l'Etat les zones d'habitation, ce qui, dans un régime de propriété privée du sol, entraînera inévitablement le renchérissement du terrain à bâtir.

Mais la Suisse est-elle vraiment menacée de surpopulation ?

Avec 158 habitant(e)s au km<sup>2</sup>, la Suisse fait partie des pays relativement peuplés si on la compare au Canada (3 hab./km<sup>2</sup>), aux Etats-Unis (25 hab./km<sup>2</sup>) ou à la partie européenne de l'URSS (33 hab./km<sup>2</sup>). Mais elle est encore loin des extrêmes, comme en témoignent l'Angleterre (229 hab./km<sup>2</sup>), l'Allemagne fédérale (247), la Belgique (323) ou encore le Japon (316). Si on ne tient compte que de la surface habitable, la Suisse se situe alors au niveau de la Belgique. Mais son peuplement reste inférieur de moitié à celui du Japon qui possède à peu près la même surface non habitable.

## Y'a de la place

D'après la statistique sur la répartition du sol de 1972, la distribution du territoire national se répartit comme suit :

	en hectares	en o/o
sol incultivable	727 300	17,6
eau	152 700	3,7
forêt	1 052 000	25,5
pâturages	851 000	20,6
prés et champs	1 169 000	28,3
terrains bâtis	168 700	4,1
installations industrielles	5 731	0,14
installations de transport	3 399	0,08
surface totale	4 129 000	100

Ces chiffres comparés à ceux de 1952 montrent une augmentation de 70 000 hectares pour les surfaces cultivées (prés et champs) ainsi que pour les forêts. En revanche, les pâturages ont "rétréci" de quelque 200 000 hectares, probablement convertis en prés et champs ou "envahis" par la forêt. La statistique de 1952 ne fait pas mention des surfaces construites. Il faudra attendre les résultats de 1987 pour connaître leur développement.

Dans son récent bouquin<sup>1</sup>, Hans Tschäni remarque qu'actuellement 1 m<sup>2</sup> environ de terre cultivable est "bétonné" par seconde. Ce qui signifie 86 400 m<sup>2</sup> par jour ou une petite exploitation agricole. C'est

sans doute préoccupant, quoique cela ne représente "que" 2,4 o/o de la surface cultivable en quinze ans. Quant à la population, elle passe de 6,4 millions de personnes en 1972 à 6,5 millions seulement; tandis que les zones à construire, délimitées par l'aménagement du territoire, sont prévues pour dix millions d'habitant(e)s.

On le constate, il y a encore beaucoup de place. Ce n'est donc pas le manque de terrain qui oblige de multiples personnes à vivre dans des appartements trop petits ou des quartiers surpeuplés démunis d'espace vert. C'est, au contraire, une des conséquences de l'économie de marché qui répartit le sol en fonc-

qu'il y a à peine cent ans, on considérait une Suisse avec 2,7 millions d'habitants comme définitivement surpeuplée ?"

Le Schweizer Naturschutz apporte cette réponse : "Nous vivons largement aux dépens des autres pays! Plus de la moitié de notre nourriture est importée ou obtenue à l'aide de fourrage importé. Idem en ce qui concerne les matières premières et l'énergie. Par le même biais, les nuisances pour l'environnement qui y sont liées sont exportées. Or il s'agit le plus souvent des pays les plus pauvres. Une solution (pour résoudre le problème de l'épuisement et celui de la famine au niveau mondial, réd.) consisterait à alimenter sa propre population sans dépendre de l'étranger. (Ceci implique) que le nombre d'habitants en Suisse ne doit pas dépasser 2,8 à 3 millions..."

Malgré leur souci de solidarité avec les pays pauvres, les auteurs se fourvoient lorsqu'ils assimilent l'exploitation économique et écologique des pays du tiers monde par l'impérialisme au seul échange de produits entre des régions aux conditions très différentes. Pour-

quoi les pays tropicaux ne devraient-ils pas livrer du cacao, du café ou des fruits pour obtenir en contrepartie des produits industriels? Avec cette logique de l'autarcie, nous ne devrions pas acheter des bananes du Nicaragua!

## Autarcie : la bonne affaire

L'autarcie alimentaire — il est vrai seulement pour les temps de crise — est également un des objectifs de la défense générale et du Conseil fédéral. Avec une nouvelle ordonnance sur l'aménagement du territoire (entrée en vigueur le 1er mars 1986), le gouvernement impose aux cantons de réserver, jusqu'à la fin 1987, un total de 450 000 hectares pour les zones agricoles et susceptibles de fournir les biens alimentaires nécessaires en cas de rupture du ravitaillement.

Mais il semble que plusieurs cantons ont déjà attribué ces surfaces aux zones de construction (en prévision des dix millions de Suisses). Or les déclassements de zones ainsi rendus nécessaires entraîneront des indemnités pour les spéculateurs et feront grimper les prix du terrain à bâtir. Dans la commune bâloise de Lausen, le prix du terrain à bâtir restant est passé, en une année, de 140 francs à 240 francs le m<sup>2</sup> à la suite d'un déclassement de zone. Dans ces circonstances, l'opération "réserve de terres agricoles" peut se résumer ainsi : elle freinera quelque peu la hausse des prix des terrains déclassés mais provoquera une nouvelle hausse pour les terrains à bâtir restants. Une politique sur le dos des salariés-locataires!

Pour ce qui est de l'autarcie alimentaire, rappelons simplement que le degré d'autoravitaillement en calories atteint 59 o/o, soit autant qu'en 1944 après quatre années de plan Wahlen<sup>2</sup>. Et ce degré d'autoravitaillement peut être sensiblement amélioré, entre autres en favorisant l'alimentation végétale.

## MOINS DE PAYSANS, PLUS DE TERRES ARABLES

D'après les dernières données officielles, le nombre d'exploitations agricoles professionnelles est passé de 72 300 à 62 200 entre 1980 et 1985. Dans le même laps de temps, la surface arable a augmenté de 4 o/o pour atteindre 287 000 hectares. En 1985, on a produit 40 o/o de céréales panifiables en plus de ce qui est nécessaire pour une année.

La concentration des exploitations agricoles, que nous avons traitée jusqu'en 1980 dans *La Brèche*, No 366, du 21 juin 1986, se poursuit donc sans interruption. Au plus un cinquième des terres des exploitations abandonnées furent destinées à des fonctions non agricoles, alors qu'un bon 80 o/o servit à l'agrandissement des domaines existants.

La surface arable ouverte se rapproche ainsi des 355 000 hectares que le Conseil fédéral estime nécessaires pour le "cas de guerre". Dans les 450 000 hectares de terres agricoles que les cantons doivent réserver (voir ci-contre), il y a une réserve de 95 000 hectares de prés aptes à être cultivés et disponibles pour l'alternance des cultures, ce qui est très utile pour le maintien de la productivité du sol.

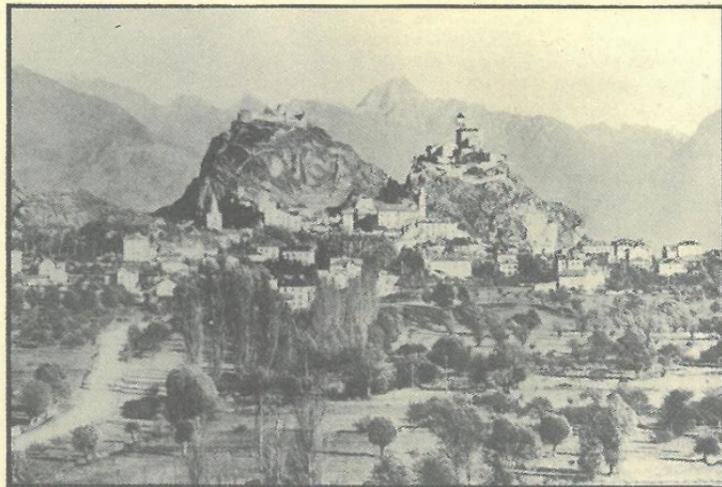
Il est tout à fait légitime de maintenir des terres agricoles et des espaces de détente en évitant de les gaspiller au seul profit de grandes propriétés privées, de routes inutiles ou de places d'armes. Mais l'argument fallacieux de "surpopulation" doit être absolument écarté. Pareil raisonnement ne fait qu'apporter de l'eau au moulin démagogique de l'Action nationale dans sa propagande xénophobe pour le renvoi des immigrés et des réfugiés.

Il ne s'agit pas de rationner les hommes et les femmes, mais bien plutôt le sol. Dans ce sens, il faut empêcher la monopolisation par de riches propriétaires — même Suisses — d'immenses terrains dans les endroits les plus agréables. Examinons aussi s'il ne convient pas de mettre une limite à l'extension des grandes propriétés paysannes.

Jost Steiger

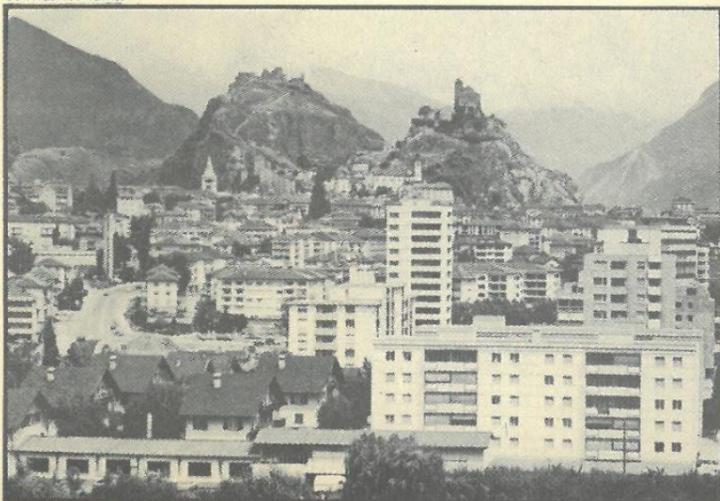
1. Hans Tschäni. *Wem gehört die Schweiz?* (A qui appartient la Suisse?). Orell Füssli, 1986.

2. Le plan Wahlen fut approuvé le 1er avril 1939 par les Chambres fédérales et proposait une série de mesures pour améliorer les cultures, en particulier l'extension des surfaces labourées jusqu'à 300 000 hectares.



La ville de Sion en 1957...

et maintenant.



tion du porte-monnaie, concentre les gens dans des agglomérations alors que d'autres régions perdent leurs habitant(e)s (Jura, Glaris, vallées des Alpes).

## Surpopulation ?

Les prophètes de la surpopulation voient le danger non pas d'abord au niveau de l'espace habitable mais plutôt en termes d'épuisement des ressources, notamment vivrières, et de l'environnement. Le journal alémanique *Schweizer Naturschutz* (2/86) met, par exemple, en évidence le problème de l'alimentation mondiale. Et, dans la foulée, il pose la question suivante : "Comment se fait-il qu'une Suisse peuplée de 6,5 millions d'habitants puisse vivre dans l'abondance, alors



En 1931, les Chambres fédérales adoptaient la Loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers. Depuis lors, la législation suisse comporte une notion à tonalité raciste: *die Ueberfremdung*. "Surpopulation étrangère" est la traduction française officielle de ce mot.

En 1931, l'antisémitisme est largement répandu. Le Juif, c'est l'étranger qui dénature. Le danger d'"enjuivement" de la Suisse, de surpopulation juive, est largement brandi par les partisans de la manière hitlérienne qui prennent appui sur cette loi pour étayer leur thèse.

En 1938, le Conseil fédéral conclut, après des mois de négociations, un accord avec l'Allemagne nazie. Le Conseil fédéral venait d'obtenir de cette dernière qu'elle introduise un tampon "J" (juif) dans les passeports des ressortissants Allemands juifs qui permette à la douane suisse de reconnaître les Juifs pour les refouler.

Telle était la "philosophie" du Conseil fédéral à l'époque.

#### Utilisation de la main-d'œuvre immigrée

Durant les années d'expansion lorsque le marché du travail était tendu, la bourgeoisie eut massivement recours à l'engagement de travailleurs immigrés pour faire tourner ses usines et ses chantiers. La Loi de 1931 lui était d'un grand secours: elle lui permettait de promulguer des arrêtés, des dispositions législatives pour accroître ou diminuer, selon la conjoncture, le

salariés n'ont-ils pas avantage à rapprocher leurs intérêts? Leur citoyenneté n'est-elle pas celle du pays où ils vivent et travaillent, quelle que soit leur nationalité? Telles furent les tendances qui prirent part à ce débat.

#### SIGNEZ ET FAITES SIGNER

le référendum contre la 2e révision du droit d'asile.

La 2e révision du droit d'asile et la loi sur les étrangers créent une législation d'exception qui n'est pas acceptable. Préserver le droit d'asile pour les réfugiés, c'est préserver les droits démocratiques et sociaux pour tous.

Des listes sont disponibles à l'adresse de nos sections.

#### PARTICIPEZ ET FAITES PARTICIPER

Après le Conseil de la Charte, du 22 au 27 septembre 1986, des colonnes cyclistes convergentes vers Berne, "Les jeunes roulent contre le racisme", porteront le message de la Charte 86 afin de mobiliser tous ceux qui veulent lutter contre le racisme et préserver le droit d'asile.

Le samedi 27 septembre, à Berne, grande manifestation pour une Suisse ouverte, démocratique et solidaire; culte oecuménique; grand concert avec la chanteuse sud-africaine Miriam Makeba.

nombre de travailleurs immigrés. Considérable en période d'expansion, le nombre des étrangers pouvait décroître quasi d'un mois à l'autre, à chaque retournement de conjoncture, pour réaugmenter au moindre signe de reprise.

Le mouvement ouvrier traditionnel - USS, PSS - à la fin des années cinquante, prend appui sur la Loi de 1931, sur le combat contre l'*Ueberfremdung*, pour "défendre" les salariés suisses, ignorant ainsi la solidarité des salariés. Les initiatives xénophobes naquirent sur ce terrain. Durant quinze ans, la vie politique suisse fut rythmée par la discussion de l'*Ueberfremdung*, la lutte contre la surpopulation étrangère. Faut-il contraindre la bourgeoisie à diminuer le nombre des immigrés par patriotisme? Les

#### Retournement de conjoncture

La récession des années 1973-1977 a largement modifié les données du problème. La rationalisation industrielle faisait disparaître plusieurs centaines de milliers de postes de travail; des centaines de milliers de travailleurs étrangers étaient expédiés vers leur pays. Cette procédure expéditive permit à la bourgeoisie helvétique d'éviter à "sa" classe ouvrière le chômage de masse. En outre, appliquant le programme des partis populistes de droite qui exigeaient l'application de la clause d'*Ueberfremdung*, cette politique économique de la bourgeoisie leur donnait politiquement raison, même s'ils disparaissaient alors de la scène.

Notion raciste appliquée à l'époque du racisme triomphant, l'*Ueberfremdung* connut dans les années septante une application destinée à faire croire aux travailleurs suisses que leur bien-être matériel dépendait de l'expulsion des étrangers. Quelle responsabilité que celle des Parti socialiste et dirigeants de l'Union syndicale suisse! Nombre d'immigrés étaient expulsés en même temps qu'était appliquée la rationalisation et la modernisation de l'industrie suisse.

#### Regain de xénophobie

Il ne faisait guère de doute qu'au cours d'une prochaine récession, les travailleurs suisses feraient les frais du chômage et de ses conséquences. La récession qui frappa le pays au début des années quatre-vingt provoqua, et cela était prévisible, la réapparition de certaines difficultés au sein de la population. Celles-ci s'accompagnèrent d'une attaque aux prestations sociales et d'une absence de riposte combative du mouvement ouvrier traditionnel. Les couches des salariés qui firent les frais de cette politique ne pouvaient qu'être désemparées. Comment s'étonner si elles cherchèrent un refuge dans le vote en faveur de l'Action nationale, de Vigilance, de

Racisme et xénophobie :

# Une vieille histoire

## PAS DE PASSEPORT, PAS D'ASILE

Depuis le 30 août 1985, le canton de Vaud se trouve dans l'illégalité. Sa décision: tout candidat à l'asile non muni d'un passeport ne pourra pas être enregistré dans le canton. Il est renvoyé au poste frontière pour faire sa demande d'asile et obtenir l'autorisation d'entrer en Suisse. Résultat: 140 demandes d'asile ont été déposées dans le canton durant le premier semestre de 1986 contre 700 durant la même période de l'année précédente. C'était le but recherché: dissuader, vider, expulser. Au besoin par des méthodes illégales comme l'a dénoncé le Centre social protestant - Vaud (CSP) dans une conférence de presse, le 12 août dernier.

Un exemple: une mère kurde avec trois enfants se présente à la police des étrangers de Lausanne (le père est enregistré comme requérant depuis un an et demi), mais la police refuse l'enregistrement; le groupe est renvoyé à la direction de la police où on leur répond que, faute de passeport

et en vertu de la décision du 30 août 1985 du Conseil d'Etat, la police n'entrera pas en matière. Départ alors à l'Office cantonal des étrangers qui invite la famille requérante à faire sa demande à un poste frontière. M. Zahnd (chargé des réfugiés au CSP) téléphone à plusieurs postes frontière qui... suggèrent le refoulement. Finalement le CSP parvient (après deux semaines de démarches kafkaïennes) à faire admettre la requête par M. Arbenz, le délégué aux réfugiés du Département fédéral de justice et police. Celui-ci reconnaît que la pratique du canton de Vaud est en contradiction avec la loi (art. 19), force les autorités vaudoises à enregistrer les demandes présentées par le CSP et... c'est tout. Mollesse fédérale fort peu étonnante puisque la pratique vaudoise s'inscrit parfaitement dans la politique suivie par Berne depuis longtemps, c'est-à-dire la démolition du droit d'asile.

P. G.

ces groupements qui expliquent par l'*Ueberfremdung* les malheurs qui accablent les Suisses.

Coïncidence! C'est au cours de ces années-là que crût le nombre des requérants d'asile. Petit dans l'absolu, ce nombre est comparable à celui des Suisses appauvris par la crise. Et voilà un bouc émissaire qui permet à nouveau d'avoir recours à la notion raciste d'*Ueberfremdung*.

Nous pensons que cette vision empoisonne en profondeur la vie sociale et politique de ce pays. Bien plus qu'une "valeur-refuge" de la droite, elle a depuis plus de cinquante ans été systématiquement employée comme sortie de secours pour évacuer les tensions sociales dues à la conjoncture. Elle est un facteur de division utilisé à l'encontre des intérêts des salari(e)s.

#### La Charte 86

Nous voyons dans le MODS (Mouvement pour une Suisse ouverte, démocratique et solidaire)

un mouvement qui met en évidence ce grave problème. Il tente de poser les jalons d'une réponse commune de tous ceux qui cherchent à reconstituer des liens de solidarité dans ce pays. La Charte 86 en effet, associant dans un même texte la défense des requérants d'asile, la solidarité avec les travailleurs immigrés, l'extension des droits démocratiques et la lutte contre la politique économique de l'impérialisme suisse pose les questions essentielles.

Nous savons bien sûr que nombre de notions, des axes de lutte stimulés par la Charte 86 doivent faire l'objet d'un large débat de manière à rassembler, à armer tous ceux qui cherchent à combattre l'aggravation des injustices sociales et le durcissement réactionnaire. Nous participons à 100 o/o à cette perspective. Voilà pourquoi nous mobilisons pour les manifestations de cet automne organisées par le MODS et ferons notre possible pour en garantir le succès.

Claude Leuwen



Campagne xénophobe de l'Action nationale en 1975.

## La contra le cherchait

La "contra", Reagan et la droite suisse ont tout fait pour arracher cette décision de Berne. Depuis avril-mai, la "contra" a attaqué des villages construits avec l'aide suisse (Miraflores, Yalé) et assassiné consciemment des coopérateurs étrangers, comme Ivan Leyvraz et ses camarades. Peu avant ce meurtre, *Radio 15 septembre* (la radio de la "contra") diffusait sa propagande "pour un Nicaragua sans internationalistes" et un dirigeant de la "contra", Indalcio Rodriguez, a averti la DDA au Honduras qu'elle considérerait les internationalistes en zone de guerre comme des "objectifs militaires" (*Basler Zeitung*). Tuer un internationaliste, un cadre technique aidant à la construction de logements, à l'adduction d'eau ou au système de santé, c'est en effet, dans ce pays qui manque de tout et notamment de cadres, détruire les objectifs civils qui sont les acquis sociaux de la révolution. La "contra" a toujours agi de la sorte. Faute d'être implantée dans le pays, elle le saccage. Et dire qu'on présente ce pur terrorisme comme une "guerre civile"!

Au même moment, l'action militaire sur le terrain a été relayée, en Suisse, par une offensive politique. L'UNO (Union de l'opposition nicaraguayenne) s'est officiellement établie ici dans le cadre d'un vaste plan, financé par la CIA, pour redorer le blason terni de la "contra". L'ambassade US l'a relayée en matraquant journalistes et parlementaires de "circulaires d'information". Enfin, cinq parlementaires de droite emmenés par Peter Sager, après quelques jours au Nicaragua (où ils n'ont pas visité l'aide suisse), sont venus distiller leur propagande sur le "régime totalitaire" de Managua et dénoncer "l'aide politiquement orientée" de la Suisse au Nicaragua.

Le Conseil fédéral cède donc à une opération concertée pour limiter, voire faire cesser l'aide. Mais il n'a pas le courage de la démasquer. Tout est présenté comme si "la guerre" *in abstracto* imposait des contraintes!

### LE SILENCE DU CONSEIL FÉDÉRAL

L'argument de la sécurité a bon dos. Si Berne voulait contribuer à la sécurité des projets et des Suisses engagés au Nicaragua, elle pouvait dénoncer cette guerre. Le Tribunal international de La Haye a condamné en juin les violations répétées du droit international par les USA envers le Nicaragua (voir notre éditorial). La Suisse, qui a condamné l'invasion de l'Afghanistan, pouvait protéger la sécurité de ses coopérateurs en condamnant à son tour ces violations du droit international. Mais le Conseil fédéral se tait! Pire: il n'a même pas protesté auprès des USA contre l'assassinat d'Ivan Leyvraz. Quand cinq touristes suisses sont maltraités par la police en Zambie, Berne proteste (*La Liberté*, 16 août 1986). Quand Ivan tombe sous les balles de Reagan, silence. Un silence lourd de désapprobation... envers Leyvraz. Quelle grandeur!

Pas un mot, non plus, pour riposter aux mensonges d'une aide "politiquement orientée" ou "détournée à des fins militaires". Ces projets sont pourtant, en partie, financés par la Confédération. Mais celle-ci préfère mettre à l'ordre les coopérateurs plutôt que les menteurs reaganiens. Les paysans des montagnes — refoulés sous Somoza par les propriétaires qui accaparaient les bonnes terres — n'ont pas choisi de vivre en zone de guerre. La révolution leur a donné la terre, un début d'infrastructures et d'assistance sociale. Le simple droit de vivre, dignement, sur leur terre. Qui ose leur contester le droit de défendre ces acquis, leur indépendance et leur autodétermination, les armes à la main? Chaque pouce du territoire suisse a ses installations militaires et le soldat son armoiré chez lui. Mais on nous présente la défense du droit de vivre, au Nicaragua, sur sa terre comme un "embrigement sandiniste".

Le Conseil fédéral ne juge même pas digne de préciser les choses. La vie et les besoins des Nicaraguayens soumis à l'agression de la première puissance mondiale n'est pas son souci. Payer par bonne conscience quelques projets — pas trop — et garder un silence neutre, voilà ce qu'il sait faire. S'il se souciait vraiment d'aide au développement, c'est-à-dire des besoins de la population, il pouvait avertir les USA, après les déclarations claires de la "contra", que toute attaque de coopérateurs et volontaires suisses serait considérée comme une atteinte au travail légal cofinancé par les autorités helvétiques. L'argument pouvait peser, à cause du label helvétique de "pays neutre", et limiter le terrorisme de la "contra" contre les internationalistes. Ce geste élémentaire n'a même pas été envisagé. Derrière la notion de "zone dangereuse", Berne accepte la guerre et le terrorisme de la "contra" comme un fait qu'elle n'a pas à combattre, même pour la sécurité de ses projets d'aide.

### PAS MÊME UN GESTE

Si, en dernier recours, le retrait s'imposait, les autorités suisses pouvaient, par un simple geste, le compenser d'un engagement financier et matériel plus fort. Afin de bien

Aide suisse au Nicaragua :

# BERNE CÈDE À LA CONTRA



Le Conseil fédéral et la Direction de la coopération au développement et de l'aide humanitaire (DDA) ont donc décidé d'ordonner le retrait des coopérateurs et volontaires suisses des "zones dangereuses" du Nicaragua. La carte établie par la DDA interdit la majorité du pays, même si bien des régions ne connaissent pas de combats. Officiellement, l'aide ne serait pas en cause (les projets seraient poursuivis par des Nicaraguayens) et il s'agirait d'une stricte mesure de sécurité. En fait, Berne cède à la "contra" et au terrorisme d'Etat de Reagan!

indiquer leur refus du chantage terroriste des USA. Pour une coopérative des montagnes, avoir l'eau, l'école, le centre de santé, des maisons, c'est la réalisation pratique du droit à l'autodétermination. Le Conseil fédéral pouvait, par exemple, ouvrir en compensation un centre de formation dans le domaine du bâtiment (cf. entretien ci-contre) ou fournir un apport en énergie hydraulique. Ce ne sont pas les nécessités qui manquent! A titre de comparaison, pour le projet démesuré du barrage El Cajon au Honduras, qui a endetté ce pays et imposé des déplacements de paysans, Berne, malgré les critiques, a allongé un crédit d'une trentaine de millions. L'affaire était entre les mains de Motor Columbus, voilà l'explication. Pour le profit de l'industrie suisse, Berne a dégagé six fois plus que le montant de son aide annuelle au Nicaragua. Et qu'on ne dise pas que 30 millions seraient "trop" pour le Nicaragua: cela représente 6 francs par habitant et par an (cinquante centimes par mois!), pour le droit d'un peuple à survivre et à déterminer lui-même son développement. Ce petit calcul éclaire le fond du problème: pour des raisons politiques, le refus de soutenir le droit à l'autodétermination du Nicaragua, le Conseil fédéral conditionne son aide et se cache derrière des arguties de neutralité et de sécurité.

### SUS AUX INTERNATIONALISTES

Enfin, les mesures de la DDA touchent surtout l'aide non gouvernementale et volontaire. Pourquoi les autorités

fédérales exigent-elles d'organismes privés et de citoyens libres qu'ils obéissent à ses critères? La lettre du 8 août que la DDA a adressée aux organismes d'entraide est claire: les crédits seront coupés si vous n'obéissez pas. Le Conseil fédéral dicte, par les cordons de la bourse, quelle solidarité est autorisée!

Cette injonction vise la solidarité en Suisse. Elle veut rendre "irresponsable" toute solidarité active et engagée qui ne capitule pas devant la "contra". L'exemple de Maurice Demierre ou d'Ivan Leyvraz dérange les schémas de l'aide officielle, neutre et dite apolitique, chiche et mesurée, de la Berne fédérale et bourgeoise. L'engagement dans la solidarité active avec le Nicaragua trouble la politique fédérale, alignée de fait sur Washington, et met à nu l'hypocrisie des déclarations officielles sur "le respect du droit à l'autodétermination". Le Conseil fédéral veut faire taire cette solidarité et cet engagement. Il aura suffi de quelques attaques de la "contra" pour qu'il tombe le masque.

Cette décision est un défi, il doit être relevé. Notre solidarité doit se réaffirmer sur tous les fronts, pour le maintien et le développement de l'aide, pour faire la vérité sur la "contra" et le terrorisme d'Etat de Reagan, pour forcer le Conseil fédéral à condamner cette guerre. Le Nicaragua lutte pour sa survie, notre solidarité peut l'aider à vivre libre.

Michel Thévenaz

# Que font-ils là-bas?

Comme Maurice Demierre ou Ivan Leyvraz, Philippe, ouvrier suisse du bâtiment, s'est engagé aux côtés des plus démunis. Il travaille depuis plus de deux ans avec la *Brigade ouvrière suisse*, celle qui a construit Yalé et plusieurs autres *asientamentos* (villages de coopératives) de la Région 6. Justement les projets dont Berne veut se retirer. *La Brèche* a rencontré Philippe le 20 juillet dans la coopérative où il travaille. Voici quelques extraits de ce qu'il nous a dit.

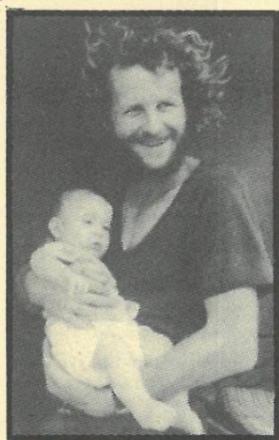
**Philippe:** L'idée fondamentale de la Brigade ouvrière suisse est un appui solidaire aux plus pauvres du Nicaragua, dans une région traditionnellement des plus exploitée et culturellement retardée, sans ressources d'infrastructures. Il s'agissait d'un réseau de 60 000 hectares appartenant à une seule famille qui a commencé, il y a une vingtaine d'années, à pénétrer cette zone, à en chasser les quelques paysans qui y vivaient pour implanter de grandes exploitations de café, de bois et de bétail. Aujourd'hui, la coopérative où je travaille compte 1500 hectares et regroupe une trentaine de familles, qui vivent de manière organisée depuis quatre ans. Ce sont des paysans qui ont déjà collaboré avec la guérilla avant l'insurrection, la région était l'une des bases traditionnelles du FSLN. Pour ces paysans, avoir ces terres est un acquis.

**La Brèche:** Pourquoi faut-il une aide étrangère, le Nicaragua ne peut-il pas fournir le nécessaire ?

— On a eu l'avantage de venir ici parce que le régime n'a pas la possibilité de subvenir à tout, de donner l'appui partout où il est nécessaire. Comme Brigade ouvrière, on peut donner un appui fondamental dans la construction. C'est un des premiers d'us pour que la production puisse se faire et ne soit pas seulement une production d'auto-suffisance. Comme ouvriers qualifiés, nous pouvons apporter une amélioration des infrastructures de manière très rapide. Certaines coopératives ont réuni très vite les paysans sans terre des alentours, menacés par la contra. Ici, la coopérative existe depuis quatre ans. Après les efforts réalisés pour regrouper les paysans, elle a droit à une infrastructure digne qui permette une vie humaine et saine.

**\* Quel équipement avez-vous apporté ?**

— Nous avons amené un équipement de construction, depuis le matériel à main (pelle, pioche, brouette, scie) jusqu'aux instruments plus sophistiqués (générateur, moteurs, scie circulaire), qui manquent terriblement dans tout le Nicaragua et qui permettent de travailler plus rapidement. Mais l'idée n'est pas seulement d'apporter du maté-



Ivan Leyvraz (1954-1986)

assassiné par la contra financée par les Etats-Unis

Ivan avec son filleul nicaraguayen de quatre mois.

## L'AIDE SUISSE AU NICARAGUA : QUELQUES REPÈRES

L'aide suisse au développement accordée au Nicaragua se monte à 8,1 millions de francs (en 1985). La Confédération y contribue financièrement pour la majorité : 5,5 millions contre 2,6 millions engagés par des organisations privées (Swissaid, OSEO, Terre des Hommes, Caritas, Coopération genevoise, par exemple). Mais pratiquement, l'aide non gouvernementale est plus importante : un tiers des montants fédéraux, soit 1,8 millions, sont versés aux projets des organismes privés mentionnés. Sans compter des formes d'aide comme les bridages de travail (soutenues par les Comités de solidarité), qui ne sont pas comptabilisées. La répartition des coopérateurs et volontaires sur le terrain le confirme. La DDA a sept coopérateurs, les organismes privés quinze et les volontaires sont au nombre de 31 (*Le Matin*, 13 août 1986). Six personnes sont concernées par les mesures de retrait, qui touchent en majorité des projets non de la DDA elle-même mais des organismes privés et des volontaires. Des projets établis en général en fonction des besoins de la population, avec un engagement actif des Suisses sur le terrain. En conditionnant ses crédits au respect des "mesures de sécurité", la Confédération s'en prend donc très particulièrement à l'aide non gouvernementale et volontaire.



### A PROPOS D'AIDE ENGAGÉE

Cette photographie — dont on excusera la mauvaise qualité — et son commentaire ont été publiés dans le journal guatémaltèque *Grafico Guatemala* du 22 juin 1986. "Cette scène a été photographiée le 12 décembre 1979 à l'occasion des cérémonies protocolaires des Forces aériennes du Guatemala. On y voit plusieurs officiers des FAG ainsi que, debout à l'extrême gauche, l'instructeur suisse de la fabrique qui a vendu les avions Pilatus au Guatemala. A droite à genoux, on aperçoit Luis Fernando Galich, alors sous-lieutenant, récemment assassiné dans cette capitale, (Archives de Ricardo Gativa Trejo)."

Si le journal guatémaltèque l'a publiée "En souvenir d'un aguilucho", le Galich en question, *La Brèche* pense utile de la faire connaître ici, pour la première fois en Suisse sauf erreur. Quand un instructeur suisse de Pilatus entraîne les forces armées guatémaltèques sur un avion qui a servi au massacre de populations, indiennes notamment, le Conseil fédéral n'a pas levé le petit doigt, il a même couvert la vente du Pilatus comme "un avion civil". Pour une "aide politiquement engagée", en voilà une, à une dictature décriée de partout ! Et aujourd'hui, Berne rappelle à l'ordre les coopérateurs et volontaires qui ne veulent pas céder devant la "contra". Les 11 Pilatus PC-7 "d'entraînement" vendus au Guatemala ont tant convaincu le gouvernement guatémaltèque de leur efficacité dans les bombardements civils, qu'il a commandé 12 Pilatus PC-9 supplémentaires à Stans. L'armée salvadorienne s'y intéresserait aussi ainsi que... la "contra" (WOZ, 15 août 1986), selon des révélations du Ministère de la Défense de Managua. L'opération pourrait se conclure par un intermédiaire chilien, le trust d'armement Cardoen, déjà spécialisé dans la vente de tanks Mowag et de fusils SIG produits sous licence. Le monde du terrorisme "antisubversif" est décidément bien petit et Pilatus-Buehrle semble s'y tailler une place de choix.

riel. Il s'agit aussi de former les jeunes de la région — à un niveau très bas comparé à chez nous — dans une profession que les paysans ne pouvaient pas acquérir jusqu'ici. La tradition paysanne était de construire des maisons qui tiennent 2-3 ans puis de changer, de défricher de nouvelles terres. La révolution permet au paysan de s'installer sur ses terres et, avec la construction, de s'ouvrir à de nouvelles professions qui seront importantes, à l'avenir, pour le développement de la région.

**\* Mais que va-t-il en rester une fois les jeunes formés ?**

— L'idée est que ces jeunes, au lieu de se faire aguicher par la ville (qui est toujours un attrait, surtout quand on n'y vit pas), restent ensuite avec leur équipement comme équipe de travail. Il leur faudra un accompagnement, bien sûr, car une formation de quelques mois ne donne pas encore la maîtrise de soi, et cet accompagnement sera pris en charge par les organismes de masse de la région, qui souhaitent un tel développement. L'ouvrier de la construction, jusqu'ici, venait de la ville et y retournait une fois fini le travail. Former ces jeunes à la campagne, là où ils ont leurs attaches, c'est les aider à rester et à participer au développement de la région.

**\* Comment les avez-vous recrutés ?**

— La première brigade, en 1984, a recruté les jeunes d'un village le long de la route transversale Est-Ouest, un village qui n'a qu'une douzaine d'années et s'est formé avec la route. Il a attiré des vendeurs, des classes moyennes, qui ne sont plus paysannes et pas citadines non plus. Il y a beaucoup de jeunes là-bas qui sont d'accord de travailler avec nous pour apprendre un métier. Cette première brigade est aujourd'hui sûre d'elle-même et continue seule, avec l'équipement que nous avons fourni, en collaboration avec le ministère de la construction. Elle a participé à la reconstruction de Yalé. Comme c'est une brigade organisée, politiquement consciente aussi, elle ressort dans le contexte de "l'économie mixte" où chacun fait son petit boulot et se soûle quand il a des sous. Elle peut être investie comme brigade de construction selon les besoins les plus urgents de la région.

**\* Quelle formation leur donnez-vous ?**

— Au départ, on imagine mal les problèmes. En Suisse, tout le monde sait lire et écrire dès six ans. Ici, il faut commencer le travail sur le tas, Nicaraguayens et internationalistes ensemble, pour montrer. Après deux mois, ici, on a commencé avec l'éducation populaire, l'alphabétisation, en accord avec le ministère de l'éducation. C'est nous qui donnons les cours avec les ouvriers les plus avancés.

Sur vingt ouvriers, une quinzaine savent à peine lire et écrire. C'est un problème pour le travail, quand il faut expliquer, mesurer. Avec les plus doués, on donne des cours plus avancés. Ça ralentit le travail et il faut réfléchir, dès le départ, à l'organisation du travail, pour qu'elle soit cohérente, logique. Ce n'est pas, comme normalement ici, le maître d'œuvre qui recrute des manœuvres. On essaie de former des ouvriers conscients de la nécessité de travailler ensemble, de l'avantage de répartir le travail et les responsabilités, qui permet aux dons de chacun de se perfectionner sans creuser trop d'écart.

**\* Et comment les paysans vous perçoivent-ils ?**

— Le Blanc était celui devant qui on courbait la tête. Or ils voient des "chele", pas toujours sûrs d'eux, et qui viennent avec une autre démarche. Ça leur fait une bonne impression et leur donne le sentiment de participer à quelque chose de plus grand, comme à nous aussi. Avant, le Blanc passait à cheval et plusieurs fois des paysans m'ont dit : vous êtes le premier Blanc qu'on voit, qui est proche, qui s'assied et discute, partage la même existence aussi.

**\* Pourquoi être venu dans cette région ?**

— C'est un hasard que nous ne soyons pas allés plus au nord en 1984. Les *asientamentos* étaient déjà construits et on est arrivés dans la Région 6, où des Suisses travaillaient déjà et connaissaient la zone, Yalé était prêt à démarrer, il y avait le matériel et les fonds. Mais il y avait aussi l'idée claire qu'il faut se mettre dans les régions, je dirais pas de guerre, mais les plus paumées et les plus difficiles, un peu en marge de la révolution. Les *asientamentos*, c'est raffermir la révolution face à la contra, raffermir les acquis sociaux de cette révolution. C'est une censure contre la contra qui détruit les maisons et assassine les gens. C'est pas seulement une guerre politique, mais une guerre sociale, très directe. Et c'est par ces moyens que la contra essaie de détruire les bases de la révolution.

On sait qu'on n'est pas dans une zone des plus tranquilles mais cela fait partie de notre idée qu'en venant au Nicaragua, il faut prendre des risques, quoi qu'on fasse. Cela ne veut pas dire choisir des endroits dangereux ou faire des imbécillités. Si on fait quelque chose, il faut le faire à 100 o/o. Ici, on travaille en plein accord avec les autorités et elles ont une vue de ce qui est possible, ce ne sont pas elles qui nous envoient dans des endroits "merdiques". Ici, on est les seuls à avoir une voiture et en deux heures on est en ville. Il peut arriver quelque chose, mais les paysans vivent cela jour après jour depuis cinq ans et on démontre, en restant, une certaine attitude, ouvertement à leurs côtés.

Affaire Paschoud :

# À FAUSSAIRE, FAUSSAIRES ET DEMI

\* PRISE DE POSITION DU PSO VAUDOIS \*

Hypocrisie et fausse surprise sont de mise en cette rentrée des classes dans le canton de Vaud. Les autorités ont en effet feint de découvrir — suite aux dénonciations de la presse — qu'elles venaient de nommer en la personne de Mariette Paschoud un professeur d'histoire au gymnase de la Cité de Lausanne défendant des thèses fascistes et tendant à nier la réalité du génocide des Juifs durant la Deuxième Guerre mondiale.

Or Mariette Paschoud ne peut pas être une inconnue pour le Conseil d'Etat. Officier au Service complémentaire féminin, elle défend publiquement ses thèses d'extrême droite depuis des années, notamment dans *Le Pamphlet* (héritier du

*Pilori*, journal fasciste des années trente), machin regroupant tous les nostalgiques pour qui la Ligue vaudoise et *La Nation* manquent de haine réactionnaire. Dans *Le Pamphlet*, on a ainsi pu lire récemment sous la plume de Mariette Paschoud

des articles tendant à nier la réalité de la dictature de Pinochet, ou le caractère abject de l'apartheid. En avril de cette année, Mariette Paschoud y défendait, à propos de ceux qui rappellent le passé nazi de Kurt Waldheim, le droit "à la population autrichienne de tourner une page que dans sa majorité elle n'a pas vécu"!

C'est d'ailleurs en janvier 1986 (six mois avant l'"affaire Paschoud") qu'elle s'était fendue d'un article de près d'une page dans *Le Pamphlet* défendant complaisamment les thèses de M. Roques à

propos de l'existence des chambres à gaz.

Que le conseiller d'Etat Pierre Cevey, chargé de l'Instruction publique, ne joue donc pas soudain la vierge effarouchée lorsque la presse rend publique la participation de Mariette Paschoud à une conférence de presse tenue à Paris par Henri Roques!

### Réhabiliter ou combattre l'univers concentrationnaire ?

Madame Paschoud, avec les "historiens révisionnistes", doute de l'existence des chambres à gaz dans les camps d'extermination nazis. C'est la volonté délibérée du génocide des Juifs qui est remise en cause insidieusement. Au bout du compte, une telle thèse tend à réhabiliter l'insoutenable et offre un cache-sexe historique aux divers courants fascistes qui renaissent. De telles falsifications de l'histoire ont également été pratiquées sous d'autres cieux. Sans hésitation, les historiens stalinien et leurs thuriféraires ont nié l'évidence du goulag, jusqu'en 1956 en tout cas. L'histoire officielle soviétique dissimule aujourd'hui encore cette réalité pour mieux cacher la répression de l'opposition qui se poursuit dans ce pays.

Pour le PSO il est nécessaire de s'opposer aux manipulations de l'histoire qui cherchent à dissimuler les crimes nazis ou stalinien dans le droit fil du combat mené depuis le début des années trente par le courant socialiste révolutionnaire animé par Trotsky ainsi que par les différentes oppositions de gauche au stalinisme.

### La triple hypocrisie des autorités

Outre le fait que le Conseil d'Etat feint de découvrir qui est la personne qu'il a nommée au Gymnase de la Cité, sa réaction (ouvrir une enquête administrative et suspendre Mme Paschoud de l'enseignement d'histoire) est hypocrite à un double titre. Osera-t-il tout d'abord prétendre qu'il est impossible de distiller du racisme durant des cours de français, alors que cela est possible en histoire? Poser la question, c'est y répondre.

Mais surtout par cette mesure, il cherche à se décerner et à décerner aux institutions suisses un label d'humanité et d'antiracisme qu'elles ont tout sauf mérité. Car les autorités helvétiques cachent soigneusement depuis des années dans l'enseignement officiel de l'histoire leurs pratiques xénophobes et racistes. Qu'apprend-on dans le manuel de G.-A. Chevallaz sur les restrictions apportées à l'entrée en Suisse des

Juifs durant les années trente et durant la Deuxième Guerre mondiale? Que dit-on aux élèves sur la filiation directe qui réunit cette politique aux déportations actuelles de réfugiés?

De Guillaume Tell à la Mob, les autorités ont construit une véritable "histoire officielle", tout comme en Union soviétique. Cette "histoire officielle" ne parle guère plus de l'histoire des peuples telle qu'eux-mêmes l'ont vécue et l'ont faite que les élucubrations dangereuses de Mme Paschoud. C'est en se prévalant de cette "histoire officielle" que les autorités s'autorisent en plus à frapper quiconque critique la politique qu'elles mènent.

Rappelons à ce propos l'article 22 du Statut général des fonctions publiques cantonales vaudoises qui déclare que "les fonctionnaires doivent en toute circonstance agir conformément aux intérêts de l'Etat de Vaud". Et ce n'est pas un hasard si le même jour où était annoncée l'enquête contre Mme Paschoud, ce sont des fonctionnaires ayant parrainé des réfugiés qui sont inquiétés au nom de ce principe totalitaire.

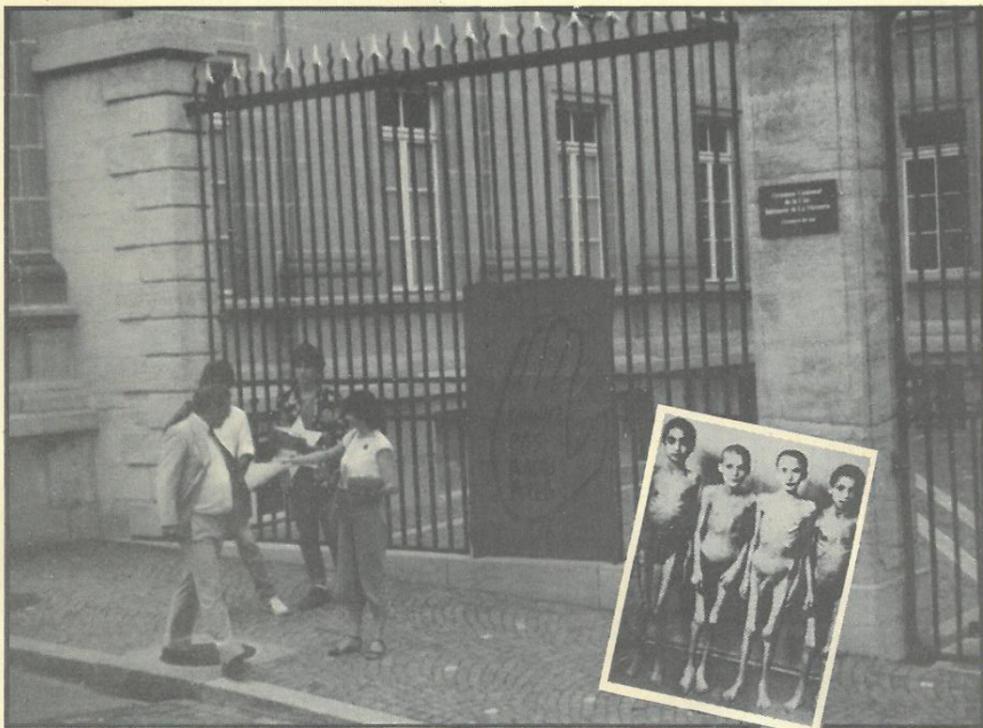
### Combattre sans concessions les idées de Mme Paschoud

Nous partageons la réaction indignée des parents à l'idée qu'une histoire "pro-nazie" soit distillée à leurs enfants. Mais nous dénonçons l'hypocrisie des autorités qui contrôlent l'école, et la bâillonnent pour empêcher qu'elle enseigne l'histoire dans ses conflits réels, limitant ainsi son ouverture au débat d'idées.

La campagne du Parti ouvrier populaire et de la Jeunesse progressiste réclamant l'expulsion de Mme Paschoud est de ce point de vue absurde. Il n'existe pas d'idées si dangereuses qu'elles ne puissent être entendues. Des mesures répressives du Conseil d'Etat ne sont d'aucune efficacité contre les thèses de Mme Paschoud, mais renforcent par contre la prétention des autorités à imposer leur vision partisane de l'histoire.

Le PSO vaudois soutient les propositions de SOS Racisme Vaud qui demande dans les écoles des journées d'information contre le racisme, ou la demande contenue dans une pétition des gymnasiens de la Cité de diffuser dans les classes le film de Claude Lanzmann *Shoah*. C'est ainsi qu'il sera possible de combattre efficacement les thèses scandaleuses de Mme Paschoud et d'ouvrir le débat sur la réalité de l'histoire suisse que l'histoire officielle à la Chevallaz cherche à occulter.

PSO vaudois



Action de SOS Racisme devant le Gymnase de la Cité où enseigne Mme Paschoud. En médaillon : victimes d'un camp de concentration nazi; ceux-ci ont eu la chance d'échapper aux chambres à gaz.

photo la brèche

## Initiative pour une Suisse sans armée :

# On y est!

Le jour même où discours patriotards et lampions à croix blanche se bouscullaient parmi, tout ce que la Suisse compte de patriotes obtus et de militaristes têtus recevaient une sacré baffa. Quelque part dans la fière Helvétie, une chancellerie communale était en train de valider la cent-millième signature de l'initiative pour une Suisse sans armée (initiative GSoA). A ce jour, 123 000 signatures sont engrangées et plus de 100 000 sont validées par les communes.

Ce que la plupart des commentateurs affirmaient impossible au moment de son lancement (mars 1985) est aujourd'hui réalisé. Plus de 100 000 citoyen(ne)s exigent la suppression de l'armée suisse. Ce résultat concorde avec les "enseignements" d'un récent sondage du Département militaire fédéral (DMF). Il apparaît, en effet, qu'au cours des trois dernières années, le nombre de ceux et celles considérant l'armée comme inutile a presque doublé (de 4,8 o/o à 8,4 o/o); moins de 20 o/o l'estiment nécessaire. Mais, ne nous trompons pas, l'armée reste populaire auprès de 44 o/o de la population (il y a trois ans, ils étaient 60 o/o). Un autre sondage indique que 56 o/o des gens en-dessous de 30 ans mettent

en question l'utilité de cette institution.

Le recul des ravages de l'idéologie de la défense nationale se confirme donc. Et ceci malgré les efforts du DMF pour mieux vendre son produit: défilés, shows militaires, exercices de défense générale avec mise en scène médiatique, etc. La folie du surarmement liée au démontage social, le manque de contrôle démocratique sur l'institution militaire ainsi que les demandes de moins en moins populaires de nouvelles places d'armes pèsent évidemment de leur poids.

### Débat dans les casernes

Avec son aboutissement, l'initiative GSoA a d'ores et déjà atteint un but important: stimuler une large discussion publique sur l'armée et ses fonctions. C'est ce débat que les autorités militaires aimeraient à tout prix évacuer.

Or cette discussion est plus que jamais indispensable. En témoigne avec éclat le dernier exercice "Pronto" du bataillon 2 d'infanterie neuchâtelois. L'intitulé de l'exercice, présenté aux troupes par un capitaine, s'énonce ainsi: "Une manifestation pacifiste et antinucléaire dégénère en ville de Berne, il y a déjà des morts parmi les ma-

nifestants et les autorités bernoises. (...) Des actions de sabotage sont en cours. Une armée ennemie prête depuis peu main-forte aux insurgés. La mission de la compagnie II est de marcher le plus rapidement possible sur Berne..." (cité dans le journal FOBB, 1er juillet 1986). Comme le souligne justement le soldat qui témoigne dans ce numéro du journal de la FOBB: "Pour l'état-major, (...) "Pronto" aura été deux jours de préparation à une intervention militaire contre la population civile de ce pays." Ceci trois semaines avant l'immense manif pacifiste et antinucléaire de Gösigen! Plus besoin de faire un dessin.

### Pas claire, la gauche

Aussi le PSO a-t-il soutenu l'initiative du GSoA dès son lancement et a récolté un bon quart des signatures nécessaires. Malheureusement d'autres partis de gauche n'ont pas partagé cette attitude: les POCH (Organisations progressistes de Suisse) ont tout juste décidé un soutien formel; le Parti socialiste suisse et le PdT (Parti du travail) sont, quant à eux, restés à l'écart. En prévision des votations à venir (référendum sur les dépenses militaires, initiative Rothenthurm, GSoA), ils feraient bien de réfléchir à leur position. Qu'on le veuille ou non, la question de la défense nationale et de l'armée seront au centre de ces campagnes. Et le succès de la récolte GSoA rappelle qu'on peut obtenir des résultats avec une position claire, même lorsqu'on touche à un tabou aussi sacré que la défense nationale.

Denis Lavanchy

### Dernier rappel

L'initiative pour une Suisse sans armée sera déposée le 12 septembre prochain à Berne. Surtout n'oubliez pas de renvoyer vos dernières signatures à l'adresse du Secrétaire du Groupe pour une Suisse sans armée, Postfach 261, 8026 Zurich. Le seuil des 120 000 signatures est atteint, mais vaut mieux éviter toute mauvaise surprise... Et plus il y a de signatures, moins les galonnés apprécieront!

## URSS :

**G**orbatchev a mis à profit l'été pour relancer quelques-uns de ses thèmes favoris. Le 29 juillet, à Vladivostok, en plus des propositions offensives de désarmement en direction des Etats-Unis, il caresse Deng dans le sens du poil. La Chine et l'URSS ont "des priorités similaires : accélérer le développement social et économique. Pourquoi ne pouvons-nous pas nous appuyer l'un l'autre...?"

Pour prouver sa bonne foi et volonté, il annonce le retrait de troupes soviétiques de Mongolie extérieure. Une nouveauté ! En effet, lors du récent XVIII<sup>e</sup> Congrès du PC de Mongolie, son secrétaire général, Batmunch, était resté silencieux à ce sujet. Or, il ne fait pas de doute que le stationnement de nombreuses divisions soviétiques sur les frontières chinoises est un des principaux sujets de discorde entre Pékin et Moscou. Les dirigeants chinois ne disposent pas de la confirmation historique des projets les plus belliqueux — attaque nucléaire contre la Chine — de certains secteurs de l'Etat-major soviétique au point culminant du "conflit sino-soviétique" ? Le geste de Gorbatchev est donc plus que symbolique.

Pour le Kremlin, la priorité est au développement économique. Le risque d'une confluence entre les dysfonctionnements de l'économie et le malaise social croissant est mesuré à sa juste valeur par Gorbatchev. Sa politique en direc-

## L'été de Gorbatchev

tion de la Chine devrait permettre de faire d'une pierre deux coups. D'une part, elle pourrait induire un abaissement des dépenses militaires et un accroissement des échanges économiques. D'autre part, un sommet Deng-Gorbatchev — 27 ans après la rencontre Khrouchtchev-Mao ! — déséquilibrerait un peu les projets de Reagan. Dans ce domaine, Gorbatchev n'inaugure pas tout à fait. Brejnev, dans son discours de Tachkent, quelques mois avant sa mort, avait annoncé le dégel avec la Chine.

Avant la déclaration de Vladivostok, un accord quinquennal (1986-1990) d'échanges culturels, commerciaux et économiques avait été signé. Dans son futur proche, seront examinés des projets communs d'investissements industriels en Chine...

Retour aux années cinquante ? Certes pas. Trop de choses ont changé en URSS, en Chine et dans le monde. Mais il y a une certaine logique — dans le cadre d'une crise prolongée des économies capitalistes et d'une agressivité renouvelée de l'impérialisme — à ce que Moscou et Pékin cherchent une certaine entente. D'autant plus que les deux bureaucraties sont conscientes des dangers politiques que comportent pour elles un immobilisme économique.

Le 1<sup>er</sup> août, à Khabarovsk, Gorbatchev a précisément mis l'accent sur cette question. Son discours devant les cadres du parti a été retransmis à la télévision : "Nous ne pouvons pas être satisfaits, car nous n'avons obtenu aucun résultat significatif et profond." (La Repubblica, 2 août 1986.) Gorbatchev insista sur le blocage que représentent des secteurs entiers de la bureaucratie pour toute réforme : "Nous devons procéder à une auto-épuration ; si cela ne se fait pas, nous (qui ?) devons aider les organismes à faire le ménage chez eux." Ce passage, il est vrai, n'a pas été repris par la télévision soviétique<sup>1</sup>.

Comme nous l'avons déjà expliqué (voir le dossier de La Brèche, No 363, 10 mai 1986), Gorbatchev doit consacrer toute son énergie à discipliner la bureaucratie pour tenter d'en faire un instrument apte à des réformes. Le sommet de la bureaucratie "s'attaque" donc aux couches intermédiaires — une partie des ministères (au nombre de 57), des départements de branche — et aux responsables locaux et d'entreprise. Mais comme le remarque la sociologue, conseillère de Gorbatchev, Tatiana Zaslavskaja : "Le présent système de gestion économique est caractérisé par une hypertrophie évidente au niveau intermédiaire, par un manque relatif de compétences à l'échelon le plus bas et, jusqu'à un certain point, aussi au sommet."<sup>2</sup>

A. Dubois

1. Selon l'information donnée par Celestine Bohlen dans *International Herald Tribune*, 5 août 1986.

2. *Izvestia*, 1<sup>er</sup> juin 1985, traduit dans *The Current Digest of Soviet Press*, vol. 37, No 22.



File de chômeurs aux Etats-Unis.

# LES NUAGES S'AMONCELLENT

Les développements économiques présents risquent de faire déchanter des "analystes" de la banque helvétique transformés pour le bien de la cause bancaire en marchands de terre promise.

### A la baisse

Le plus important des pays capitalistes, les Etats-Unis, connaît un déclin de la production industrielle — véritable indice de la température de l'économie — depuis le début de l'année. L'indice a baissé en continu ces trois derniers mois. Il ne faut plus attendre beaucoup de stimulant de l'économie qui a tiré, au prix d'un financement international gigantesque, les appareils de production de plus d'un pays européen et de l'Asie. L'atonie frappe aussi l'industrie japonaise (+ 0,3 o/o sur un an, en juin 1986). La Grande-Bretagne fait nettement moins bien : - 1,3 o/o sur un an, en juin 1986... et de nouveaux records de chômage (3,3 millions). La RFA, parmi les grands, fait bande à part (+ 3,5 o/o au premier semestre comparativement au même de 1985), même si un tassement s'est profilé au premier trimestre. Le chômage se porte bien : 2,2 millions !

D'autres nouvelles ont assombri l'horizon. Le GATT annonce, pour l'année en cours, un taux de croissance des échanges commerciaux, en volume, voisinant zéro. Le rapport entre l'évolution du commerce mondial et celle de l'économie est connu.

Simultanément, des informations tombaient concernant des faillites de banques régionales américaines — sous les effets de la dépression de l'économie pétrolière ou de la crise agricole — et des pertes sérieuses (Bank of America) ou des réductions significatives des profits (Citibank, Manufacturers Hanovers) dans le peloton de tête des banques US. Derrière ces phénomènes se cache une réalité : un endettement boursoufflé (privé et public) et une qualité de plus en plus médiocre de nombreuses dettes,

que ce soient celles des fermiers, des consommateurs, des acheteurs de maisons et des entreprises ou celles des débiteurs du tiers monde. Depuis le début 1980, dans le cadre de la dérégulation bancaire, les banques ont fait la chasse aux clients, même ceux dans un état désespéré. Aux Etats-Unis, jamais le rapport entre revenus et dettes n'a été aussi défavorable depuis les années vingt<sup>1</sup>.

### Des capacités oisives...

Ce sont là des indications comme quoi la réanimation des dernières années pointe vers une nouvelle stagnation ou une dépression, ce qui ne peut être exclu. Des facteurs de récession sont déjà présents ; leur généralisation et leur ampleur restent à être vérifiés.

La reprise de 1982-1983 n'a pas réussi à éponger, pour des secteurs importants (agriculture, matières premières, parties de l'industrie), les capacités productives installées. Il en découle l'existence de surcapacités de production importantes. C'est, entre autres, le cas des Etats-Unis qui "n'ont jamais eu autant de réserves oisives de production depuis les années trente", comme l'affirmait une étude de la Brookings Institution, en fin 1985<sup>2</sup>. Cela pèse sur les prix de vente... les profits et donc les investissements industriels.

Dans ce climat, la concurrence intercapitaliste se déchaîne. Pour conquérir des parts d'un marché sans grands élans, les entreprises s'endettent. Ainsi, des sommes colossales — réunies avec des moyens louches, comme les junk bonds qui permettent le financement insensé d'une OPA<sup>3</sup> en se gageant sur les actifs de la société achetée ! — sont

consacrées à des rachats d'autres firmes (manière d'élargir son marché)... Le poids des dettes dans les bilans des entreprises est donc souvent élevé. Ceci les rend donc d'autant plus sensibles aux coûts de cet excès de capacités productives que mettent encore plus en relief l'essoufflement conjoncturel et l'agressivité sur le marché américain des exportateurs japonais, sud-coréens, taiwanais ou allemands (en 1981, 21 o/o du marché des machines était aux mains des étrangers, 40 o/o en juin 1986).

La demande aux Etats-Unis, au-delà des dépenses d'armement, a été largement financée par le crédit aux ménages ; leur endettement atteint actuellement 19 o/o des ressources disponibles. C'est compréhensible, lorsque l'on sait que les revenus des salariés(e)s, du milieu et bas de l'échelle, ont baissé depuis 1973. Dès lors, "avec leurs revenus se réduisant, pour concrétiser leurs désirs, les Américains utilisent toujours plus leur carte de crédit, malgré les taux d'intérêt élevés"<sup>4</sup>. Mais un jour, on ne peut plus provisionner son compte. Alors, les achats se réduisent... comme cela commence à être le cas pour les automobiles, depuis juin. Quand le déclin des investissements industriels sera rattrapé par celui de la consommation, les spécialistes vont découvrir que les "cycles économiques" existent toujours ! Et la fièvre boursière, en partie financée par l'arrivée de capitaux issus des revenus élevés épargnés par la fiscalité à la Reagan, apparaîtra comme une fausse fenêtre... ouvrant cependant sur un précipice. (A suivre)

A. Udry

1. *International Herald Tribune (IHT)*, 12 août 1986.

2. En juillet 1986, le taux d'utilisation des capacités de production se situe à 78,2 o/o, soit le plus bas niveau depuis novembre 1983 (*Le Figaro*, 19 août 86).

3. Offre publique d'achat.

4. *IHT*, 19-20 juillet 1986.



Chili :



Un rassemblement public parmi les Indios.

Les 2 et 3 juillet, à l'appel de l'Assemblée civile (*Asamblea de la Civilidad*), de vastes mobilisations ont ébranlé le pouvoir dictatorial au Chili. Les formes des protestations (*protestas*), qui sont ascendantes depuis 1983, et de l'arrêt de travail (*paro*) se sont, cette fois, combinées.

Pinochet a tout fait pour minimiser l'écho de la convocation de l'Assemblée civile. Selon les habitudes propres aux dictateurs, il tenta d'appliquer le principe : ce dont on ne parle pas ne se passe pas ! Les masses chiliennes ont infligé un démenti à cet adage de potentat sur le déclin.

L'Assemblée civile appelle à une nouvelle journée nationale de lutte, le 4 septembre.

Les 2 et 3 juillet marquent le couronnement de multiples combats de secteurs sociaux très diversifiés, depuis les habitants des *poblaciones* (quartiers pauvres), des étudiants et enseignants jusqu'aux professions libérales et à la petite bourgeoisie. L'audience du mot d'ordre de l'Assemblée civile s'explique par sa dimension unitaire et parce que, lui-même, était le produit d'un essor des luttes.

### Santiago militarisée

Le régime, sous-estimant la force de la mobilisation, manoeuvre jusqu'au dernier moment. Quelques heures avant le *paro*, il cherche encore à négocier avec des représentants de la puissante corporation des camionneurs<sup>1</sup>, peu soupçonnés de complaisance envers la gauche. Mais ses machinations font long feu. Les transports sont presque totalement paralysés ; les magasins fermés à 90 o/o. Peu de clients entrent dans les banques dont les portes étaient ouvertes. Face à l'ampleur du mouvement, dès le début de l'après-midi, le gouvernement réagit. La capitale est lentement militarisée, et ceci jusqu'au 4 au matin. Les *poblaciones* de La Victoria, La Legua, Violeta Para, Davila, Sara Gajardo, Yungay sont encerclées par les militaires. Ils tirent sur des manifestants et opèrent de vastes rafles. Des barricades sont construites. A 21 heures, le 2 juillet, Santiago s'enfonce dans la nuit : des pylônes l'approvisionnant en électricité sont dynamités.

La brutalité de la répression s'illustre en lettres de feu : Rodrigo Rojas Denegri, 19 ans, et Carmen Gloria Quintana, 18 ans, sont brûlés vifs par les militaires. R. Denegri décède le 6 juillet ; C. Quintana lutte contre la mort. Des actes de terrorisme qui révèlent un régime aux abois.

### Hasta 1997 ?

La vigueur de l'élan populaire dérange plus d'un scénario. Pinochet, selon sa coutume, réagit vivement. Le 11 juillet, à San Juanita (près de Concepcion), il déclare vouloir se maintenir au pouvoir non pas jusqu'en 1989 — date à laquelle, selon la Constitution de 1980, un candidat unique, civil ou militaire, doit être présenté par la Junte pour un plébiscite —, mais jusqu'en 1997 ! Cette proclamation incommode même des généraux peu enclins à écouter le chant des sirènes de l'opposition modérée.

En effet, Pinochet ne se proclame-t-il pas déjà comme le seul candidat possible pour 1989 ? Or, les plus hauts dignitaires de l'armée — les Matthei, Stange, Canessa... — veulent disposer au moins d'une carte : choisir un candidat plus apte à assurer une transition à froid<sup>2</sup> vers une démocratie étroitement surveillée ou, devant cet obstacle difficile à franchir, aller directement à des élections. Donc, après le 11 juillet, un débat à voix basse va se dérouler dans les cercles militaires.

Le 21 juillet, Pinochet devra admettre qu'en 1989 il y aura un plébiscite "avec un candidat choisi par les forces armées."<sup>3</sup> Mais le dictateur garde un peu de réserve et contre-attaque en tentant de mettre sur pied un vaste rassemblement pour le 10 septembre. Son obstination est à double détente. D'un côté, elle paie dans la mesure où les forces bourgeoises d'opposition divisées ne disposent pas d'une alternative concrète gouvernementale, ce qui fragilise leur projet. De l'autre, elle aiguise toutes les oppositions. Elle risque de faire pénétrer dans les forces armées (FFAA), qui sont très homogènes, les contradictions de la société civile. Or, nombreux sont les officiers professionnels voulant que l'institution

militaire jouisse du statut de garant de la transition à froid et soit un peu plus insularisée par rapport aux remous politiques de ce délicat changement, afin de ne risquer aucune sanction venant du nouveau "régime démocratique". Les initiatives de l'auguste Augusto ne vont donc pas toujours dans le sens voulu par ses pairs et... l'ambassade américaine.

Cette dernière s'agite. Pour Washington, la priorité des priorités reste la solidité de l'armée chilienne. John Galvin, le général responsable de toutes les opérations US en Amérique du Sud le reconnaît explicitement, à Santiago, début août : "J'ai dit à Pinochet que je suis venu ici pour connaître mieux les forces armées chiliennes ; ayant à l'esprit dans la conjoncture présente l'importance de bonnes relations entre nos deux pays, en particulier en ce qui concerne les liens militaires."<sup>4</sup> Sur cette base, l'admi-

pour les besoins de sa cause, révèle bien les vrais soucis des politiciens bourgeois : "Que se passera-t-il si demain 150 000 personnes des quartiers populaires, qui aujourd'hui sont humiliées<sup>5</sup>, trouvent une direction politique et descendent dans les rues de Santiago... Nous savons que dans certaines poblaciones il y a eu des tirs croisés entre les militaires et les civils. Celui qui ne voit pas cela est aveugle. Nous sommes au bord de la catastrophe."<sup>6</sup> Ce n'est donc point un hasard si le dirigeant démocrate-chrétien de l'Assemblée civile, José Luis Gonzales, a menacé les forces du Mouvement démocratique populaire (MDP) — représentées dans l'Assemblée au travers des organisations professionnelles et syndicales — de les dénoncer : "au cas où elles susciteraient la violence"<sup>7</sup>. Cette violence qui n'est que légitime auto-défense face aux militaires et à la police.



nistration Reagan peut s'efforcer de désamorcer la bombe en cherchant une solution de rechange à Pinochet.

### Les poblaciones leur font peur

Conscients du matériel inflammable qui s'accumule, des secteurs de plus en plus amples de la bourgeoisie se réalignent politiquement. Le grand patronat, très attaché à la stabilité, fait des ouvertures vers l'opposition. Les "classes moyennes" cherchent à chapeauter la mobilisation contre Pinochet.

Le démocrate-chrétien Andrés Zaldivar, même s'il présente les choses de façon un peu extrême

### Quel dénouement ?

Le PC et le MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire) réunis dans le MDP, après les 2 et 3 juillet, ont opéré un tournant politique<sup>8</sup>.

Le PC se dit prêt à accepter un gouvernement militaire sans Pinochet, gouvernement qui devrait appliquer immédiatement les revendications incluses dans l'Accord national<sup>9</sup>, pacte signé en août 1985 par les forces bourgeoises et social-démocrates, sous la houlette de l'archevêque de Santiago, Mgr Fresno. Le MIR, quant à lui, caresse l'idée "d'un gouvernement d'urgence" mais est contre un "pacte

social" avec les forces bourgeoises. Conjointement, il appelle au "renforcement de l'armement populaire".

Le PC semble donc ouvrir la voie à une stratégie impliquant des négociations avec les FFAA, pour autant qu'elles le désirent ! Cette orientation traduit-elle un retour en force de ce qui constitue sa tradition stratégique ? Il répèterait alors, selon l'analogie de l'historien de la révolution cubaine, Saverio Tutino, le choix de Togliatti qui apporta, en 1943, le soutien du PC italien au général Pietro Badoglio pour assurer le passage du régime fasciste à un régime militaire. Ou bien mise-t-il sur le refus de Pinochet de toute alternative ? Et dès lors chercherait-il simplement, en faisant cette ouverture, à accroître la difficulté pour les forces bourgeoises de le marginaliser politiquement et d'endiguer à leur profit le mouvement de masse, en se présentant, dans la dernière étape, comme les artisans du retour à la démocratie ? Cette question mérite d'être posée.

La réponse sera fournie dans les semaines à venir. Les forces du MDP montreront si elles sont prêtes ou non à subordonner l'organisation propre des masses populaires et leur mobilisation sur leurs revendications démocratiques et sociales, y compris dans le cadre des appels de l'Assemblée civile, aux exigences de la recherche d'un accord avec les FFAA pour un changement dans la continuité. Au moment où la révolution centro-américaine est mise sous siège, le dénouement du combat anti-dictatorial au Chili marquera de son empreinte le futur des peuples d'Amérique latine.

A. Dubois

1. *Analisis*, 7-13 juillet 1986.
2. Une transition qui assure à la bourgeoisie ses positions générales de classe dominante et qui, aussi, sauvegarde les intérêts bien particuliers de secteurs proches du régime présent.
3. *APSI*, 14-27 juillet 1986.
4. *L'Unita*, 8 août 1986.
5. Cette "humiliation" peut se mesurer à un seul chiffre : en 1969, 4,7 o/o de la population vivait dans une situation "d'extrême pauvreté", en 1983 : 31,6 o/o ; ce chiffre a augmenté.
6. *APSI*, idem.
7. *International Herald Tribune*, 8 juillet 1986.
8. Voir ce que nous disions sur le PC dans *La Brèche*, No 367.
9. *La Repubblica*, 6 août 1986.

L'Initiative de défense stratégique (IDS), mieux connue sous le vocable de "Guerre des étoiles", a fait couler beaucoup d'encre et de dollars depuis que Ronald Reagan en a annoncé le principe. Le débat est cependant difficile à débroussailler, tant les données militaires, techniques, économiques et politiques s'enchevêtrent. Saluons donc la parution d'un excellent petit bouquin<sup>1</sup>, des journalistes Carlos de Sa Rego et Fabrizio Tonello, qui nous en expose les différents aspects, notamment techniques, dans un langage simple et accessible. Très utile pour se faire une idée plus précise de ce projet démentiel justement appelé Guerre des étoiles.

L'histoire commence le 23 mars 1983. Ronald Reagan, dans un discours télévisé consacré au budget de la défense pour l'année fiscale 1984, termine sa prestation sur l'idée d'un "bouclier spatial" susceptible de "rendre les armes nucléaires impuissantes et obso-

lètes". Le but affiché est la protection de la population américaine devant la menace des missiles intercontinentaux. En réalité, c'est un bouleversement total de la doctrine de la dissuasion nucléaire. En quelque chose de plus dangereux !

**Vieille idée**

La préoccupation d'une défense antimissile agite le Pentagone depuis 1957. Cette année-là, en effet, les Soviétiques ont réussi l'envoi du premier satellite artificiel. Dès lors la possibilité technique de mettre sur orbite des charges nucléaires suffisantes pour menacer le territoire des Etats-Unis est devenue une réalité. Aussi les projets de défense antimissile commencent-ils à foisonner dans les cerveaux des stratèges américains.

Mais après une série de projets et d'innombrables études, on réalise qu'aucune option ne se révèle opérationnelle, ni même prometteuse. De plus, en 1964, deux scientifiques américains — Herbert York et Jerome Wiesner, ex-collaborateurs des administrations Eisenhower et Kennedy — écrivent pour la première fois dans un magazine (*Scientific American*) "... qu'à l'âge nucléaire des défenses efficaces (antimissile, réd.) sont non seulement impossibles mais dangereuses. Le souci de trouver un équilibre stable entre les deux superpuissances est à la base de ce paradoxe. Cet équilibre (...) ne peut se fonder que sur la certitude que toute attaque déclencherait des représailles foudroyantes de la partie adverse (...). La reconnaissance mutuelle de ce droit à une "deuxième frappe" doit donc conduire les Etats-Unis et l'Union soviétique à renoncer aux armes défensives destinées à neutraliser une telle riposte." (p. 12) C'est, ainsi formulée, la "règle d'or" de la dissuasion nucléaire. On sait que celle-ci n'a pas empêché la poursuite de l'escalade. Un seul chiffre: entre 1970 et 1980, le nombre des ogives a été multiplié par six.

**Reagan débarque**

En 1980, Ronald Reagan remporte les élections présidentielles. Il amène avec lui tout un groupe d'experts ultra-conservateurs (Fred Iklé, Richard Perle, Richard Pipes, Colin Gray...) qui, depuis toujours, s'opposent avec virulence à la "détente". Pour eux, la notion même de coexistence avec l'URSS est impossible. "Ils refusent le dogme, écrivent Sa Rego et Tonello, qui fonde toute la réflexion stratégique américaine depuis les années soixante et qui suppose qu'une

guerre nucléaire n'aurait d'autre issue que l'holocauste. (...) La dissuasion ne peut être garantie qu'en montrant à tout moment une détermination sans faille à mener et — si nécessaire — à remporter un conflit nucléaire." (p. 19) Telle est la "philosophie" de ces charmants personnages que le secrétaire à la défense, Caspar Weinberger, traduit en ces termes pour la commission des forces armées du Sénat, en février 1984: "Si nous pouvons nous doter d'un système efficace, dont nous savons qu'il rendra leurs armes (celles de l'URSS, réd.) impuissantes, nous nous retrouverons dans la situation où nous étions le seul pays détenteur de l'arme nucléaire..." (*Le Monde diplomatique*, juillet 1986) Autrement dit, retrouver une capacité de première frappe sans crainte de représailles vue la protection assurée par le "bouclier spatial"<sup>2</sup>. D'où renversement de la doctrine de l'"équilibre stable", impulsion formidable vers une nouvelle escalade... et prise en compte, dans la réflexion stratégique américaine, du paramètre "comment gagner un conflit nucléaire". Joyeuse époque !

**Des canons et du beurre**

Avant le grand feu d'artifice final, l'IDS aura tout de même fait quelques heureux: l'industrie aérospatiale américaine (cf. tableau). Ainsi que le soulignent les deux auteurs, "... l'IDS est considérée dès maintenant comme la plus fantas-

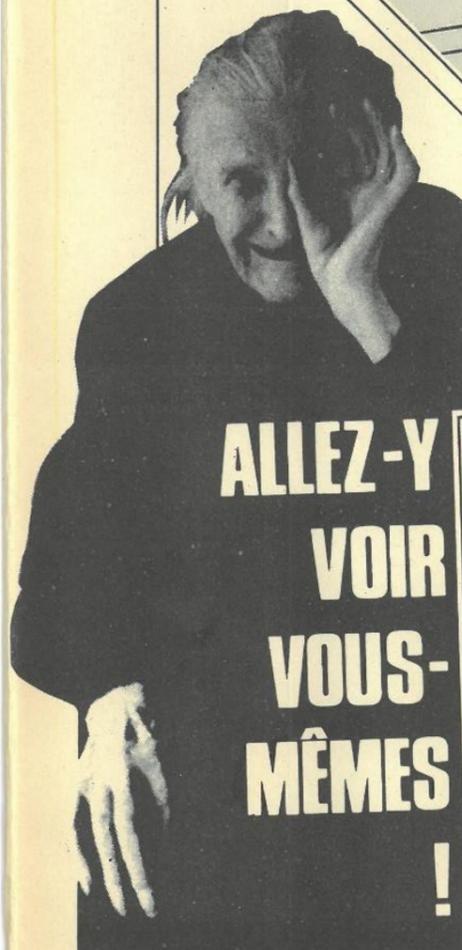
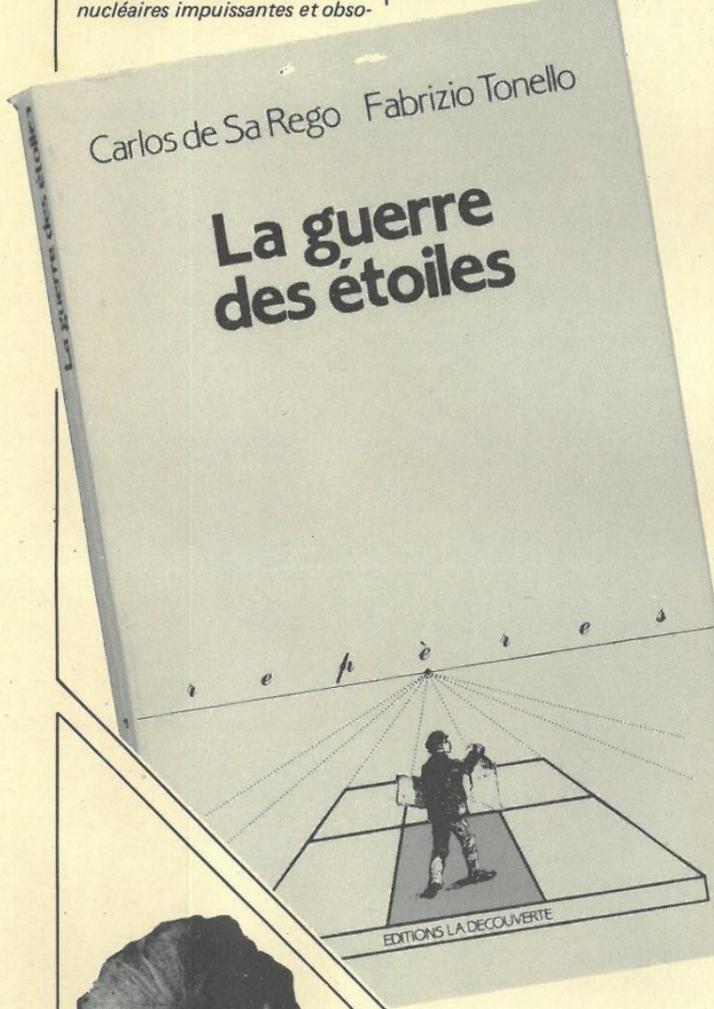
matique source de profits pour l'avenir." (p. 84) Signalons que le coût de la première phase de recherche (1984 — 1989) est budgétisé à 34 milliards de dollars. Après 1990, si l'IDS survit, la facture crèvera tous les plafonds. Les estimations optimistes la situent à 100 milliards à l'horizon 1995... C'est dire si certains, par l'odeur alléchante, se livrent à un lobbyisme effréné.

Certes, l'unanimité ne règne pas derrière le projet de Guerre des étoiles. Et le Congrès, effrayé par l'ampleur du déficit budgétaire, renâcle sérieusement devant les demandes de crédits. Néanmoins le programme est engagé et on connaît l'opiniâtreté de l'équipe au pouvoir.

P. Girardet

1. *La guerre des étoiles*. Carlos de Sa Rego, Fabrizio Tonello. Editions La Découverte, collection Repères, 125 pages, 1986.

2. Il est clair que la faisabilité du "bouclier spatial" est loin d'être démontrée. Les auteurs consacrent du reste tout un chapitre où ils expliquent les énormes problèmes techniques et scientifiques non résolus auxquels se heurtent les ingénieurs. Le but proclamé en 1983 — protéger la population américaine — s'est maintenant transformé en: "... la défense des capacités de représailles des Etats-Unis" (Richard Perle, *Time*, 23 juin 1986). Ce qui est très différent, mais ne change en rien la conception agressive de "non coexistence" de l'actuelle équipe au pouvoir. Un autre problème, politique celui-là, regarde les divisions de la bourgeoisie américaine et européenne sur l'idée même d'IDS.



**ALLEZ-Y VOIR VOUS-MÊMES !**

**FRIBOURG**  
Porte de Morat  
sa 23 août, 22h: *SUZ o SUZ*, par La Fura dels Baus. Fr. 18.—. Unique représentation en Suisse.

**GENÈVE**  
Théâtre antique de l'Ecc le internationale jusqu'au di 31 août, 21h (relâche lundi): *Antigone*, tragédie de Sophocle, version d'André Bonnard, par le Théâtre Populaire Romand, mise en scène de Charles Joris. Rens.: TPR (039) 23 05 66. Loc.: Service culturel Migros, 7, rue du Prince, Genève. Restaurant en plein air, ouvert dès 17h. Tournée de la pièce en automne, notamment à La Chaux-de-Fonds, Lausanne, Sion, Bienne, Fribourg.

Théâtre de Saint-Gervais, MJC, 5, rue du Temple  
jusqu'au ve 29 août, 20h30 (relâche le lun 25): *Buddy et Flappo brûlent les planches*, par le Théâtre du Loup, d'après Poussin.

Loc.: Service culturel Migros, 7, rue du Prince, (022) 28 68 20 et St-Gervais, (022) 32 20 60.

**LAUSANNE et environs**  
Esplanade de la Cathédrale  
si mauvais temps, 11, rue Cité-Devant  
Dans le cadre de l'animation du quartier de la Cité, les Amis de la Cité proposent "Court Toujours", soirées de cinéma court-métrage, 21h30. Entrée libre

je 28 août: *Cachemire*, de Eva Ceccaroli. *Anamnèse*, de Dominique Comtat. *Kamera: Albert G.*, de Markus Imthurn. *Patti et Gabor*, de Tina Theubet. je 4 sept.: *Tom Crooker aime Anna*, de Daniel Calderon. *Unterwegs*, de Rolf Bächler. *La quatrième veille*, de José-Michel Bühler. je 11 sept.: *Anima*, de Ernest & Gisèle Ansorge. *Trot*, de Ruben & Til Dellers. *Piero Paolo*, de Matteo Emery. sa 30 août, dès 11h: *Fête de la Glace 1986*, dans le quartier de la Cité.

Cinémathèque suisse, Casino de Montbenon  
lu 25 août, 18h: *Mourir à Madrid*, de Frédéric Rossif (F, 1962); 20h: *Joe la limonade*,

de Oldrich Lipsky (Tchéco, 1964). me 27, 22h: *La guerre et finie*, d'Alain Resnais.

Cinéma de la Grande Salle, CHEXBRES  
à 20h30, sa aussi à 16h. ve 29, sa 30 août: *Amadeus*, de Milos Forman (USA-GB 1984). ma 2, me 3 sept.: *Le mystère Picasso*, de H. G. Clouzot (France, 1956). ve 5, sa 6 sept.: *Ma ironi*, d'Etto- tore Scola (Italie, 1985).

**YVERDON**  
Cour du Château d'Yverdon  
du sa 23 août au sa 6 sept.: "Théâtre au Château", le 2e stage de création théâtrale de l'Echandole présente *Les Bacchantes* d'Euripide; *L'Assemblée des femmes*, d'Aristophane. Mise en scène: André Steiger.

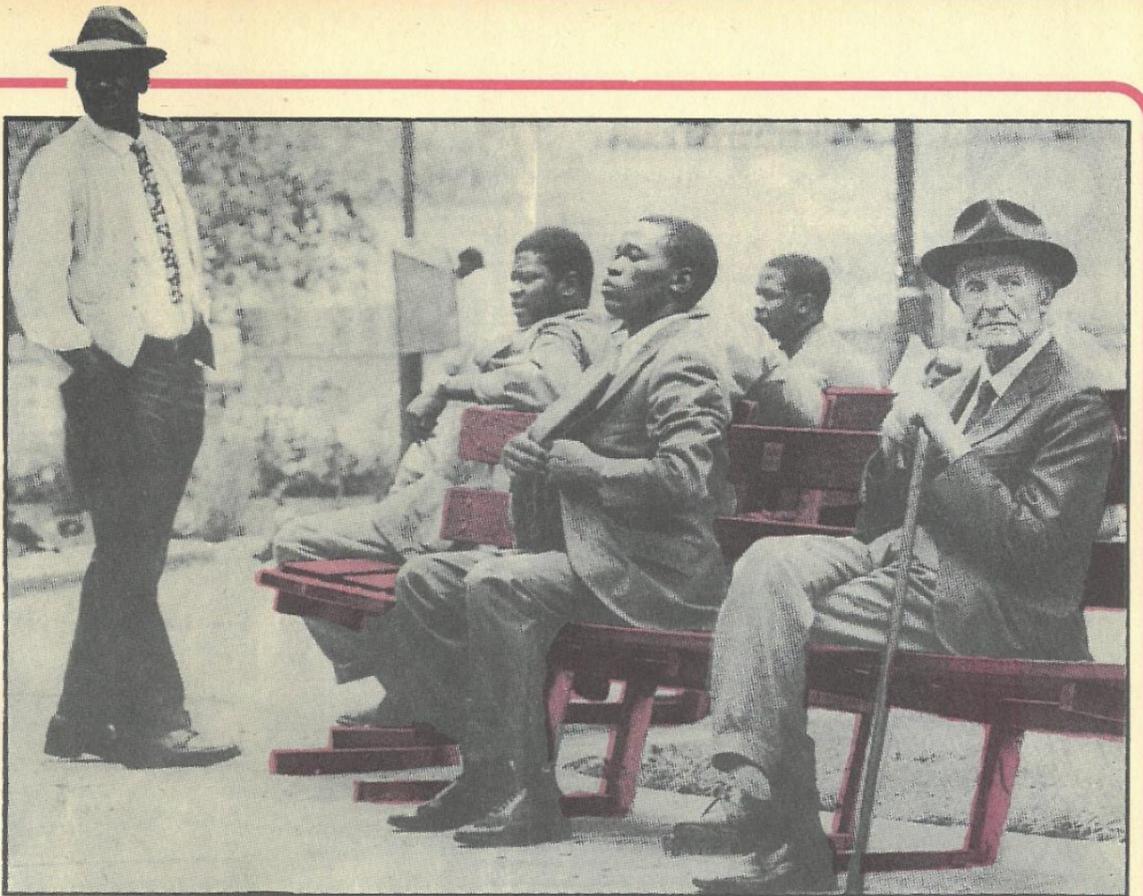
"Nuit du théâtre", les sa 23 — 30 août et 6 sept: 21h30 *Les Bacchantes*; 24h *L'Assemblée des femmes*. *Les Bacchantes*: di 24, me 27, ve 29 août; ma 2, je 4 sept, 21h30. *L'Assemblée des femmes*: ma 26, je 28, di 31 août; me 3, ve 5 sept., 21h30. Relâche lu. Fr. 15.—; ét., appr., AVS Fr. 10.—. Loc.: Office du tourisme (024) 21 01 21.

Compagnie	Contrats IDS Années fiscales 1983 et 1984 (milliers de \$)	Pourcentage du total des contrats IDS alloués pour 1983-1985
Boeing	364 331	22,4 %
Lockheed	240 165	14,7 %
Mc Donnell Douglas	236 802	14,5 %
LTV	210 989	12,9 %
Teledyne	115 359	7,1 %
Rockwell Int'l	88 744	5,4 %
TRW	76 350	4,7 %
Hugues	34 769	2,1 %
Avco	30 594	1,8 %
Litton	25 336	1,5 %
Total	1 423 439	87,3 %

Source: Council on Economic Priorities, *The Strategic Defense Initiative: Cost, Contractors & Consequences*, 1985. (tiré de *La guerre des étoiles*, p. 87)

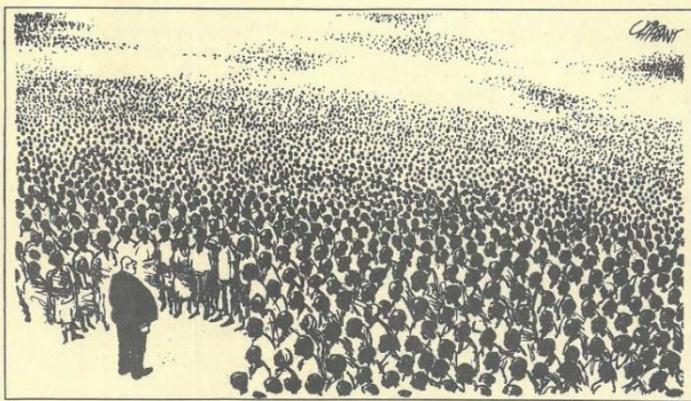
Afrique du Sud :

## TIMIDE BOYCOTT



Depuis quelques temps les chancelleries occidentales commencent à faire preuve d'inquiétude. Confiantes dans les promesses de réformes annoncées par le régime sud-africain, elles se refusaient à toute action de boycott ou de sanction.

Or, loin de s'améliorer, la situation politique au pays de l'apartheid n'a cessé de s'aggraver.



Discours de Botha aux Noirs : "Vous êtes tous arrêtés."

Déclaration de l'état d'urgence en juin, des milliers d'arrestations, des centaines de morts, les villes noires transformées en champ de bataille, manifestations violentes des ultras blancs : les événements se succèdent à un rythme rapide, sans qu'une issue pointe à l'horizon. Et le gouvernement blanc se raidit, décidé à défendre les structures essentielles du système. Le ghetto blanc resserre les rangs face à la montée irrésistible des revendications et luttes de la majorité noire.

**"L'apartheid,  
c'est le capitalisme"**

Ceci est enregistré avec impuissance par les principaux pays occidentaux. Les enjeux sont pourtant énormes. Un jour, la majorité noire régnera. La physionomie du nou-

veau pouvoir n'est pas encore tracée aujourd'hui. Tous craignent cependant qu'une prolongation de la crise aboutisse à un gouvernement "anti-occidental", prenant des mesures sévères contre les intérêts impérialistes. Car, dans la jeunesse et la classe ouvrière noire sud-africaine, il y a une idée-force qui fait son chemin : "l'apartheid, c'est le capitalisme". D'où la nouvelle urgence du débat sur les sanctions économiques contre l'Afrique du Sud.

Dans ce débat, des thèses différentes s'affrontent au sein des gouvernements : les sanctions hâteront-elles le "chaos" et, donc, la révolution, ou abrègeront-elles le conflit, permettant une transition douce et négociée vers un régime à majorité noire ?

**Mini-sommet,  
mini-sanctions**

Les 3, 4 et 5 août, un mini-sommet du Commonwealth s'est réuni à Londres avec la participation des premiers ministres de l'Inde, de la Grande-Bretagne, de l'Australie, des Bahamas, de la Zambie, du Zimbabwe et du Canada. Après de longues délibérations, et un freinage des quatre fers de Mme Thatcher, les participants s'accordèrent sur les recommandations suivantes :

- \* interdiction des vols de et vers l'Afrique du Sud, de nouveaux investissements ou réinvestissements de bénéfiques dans ce pays; interdiction de produits agricoles, d'uranium, de charbon, de fer et d'acier.

- \* Fin des accords contre la double imposition et l'aide gouvernementale aux investissements et au commerce avec ce pays.

- \* Interdiction de toutes relations et contrats gouvernementaux avec des firmes au capital majoritaire sud-africain; interdiction de la promotion du tourisme et de l'octroi de nouveaux crédits bancaires tant au secteur public que privé.

- \* Retrait de toutes les facilités consulaires en Afrique du Sud destinées aux Sud-Africains.

Ces mesures ont eu un écho dans d'autres pays. Ainsi, les douze pays de la Communauté économique européenne (CEE) se sont accordés sur la possibilité d'imposer des sanctions à la fin du mois de septembre, notamment l'interdiction de nouveaux investissements et des importations de charbon, de fer, d'acier et de pièces d'or.

**Guerre en Namibie**

La guerre en Namibie coûte à l'Afrique du Sud environ 3 millions de rands (devise sud-africaine, 1 rand = 0,80 francs) par jour. Soit 1,1 milliard de rands par année, selon le professeur Reginald Green de l'Institut pour les études de développement de l'Université du Sussex (Angleterre). Il a déclaré, dans une récente étude, que la guerre a coûté proportionnellement plus de vies à l'Afrique du Sud blanche qu'aux Etats-Unis durant la guerre du Vietnam. Le nombre de morts s'élève entre 2000 et 2500 (incluant accidents et maladies) de 1975 à 1983.

(Source : Weekly Mail)

**Débat américain**

Aux Etats-Unis, le débat commence à faire rage. Alors que le président Reagan s'évertue à décerner des brevets de "réformisme" au régime raciste, refusant toute mesure pouvant permettre l'avènement du "communisme", le Sénat américain, lui, vient de proposer une série de sanctions :

- \* interdiction de nouveaux prêts et des importations de charbon et d'uranium;
- \* gel des avoirs déposés par le gouvernement et les corporations publiques sud-africaines dans les banques nord-américaines;

- \* retrait des droits d'atterrissage aux Etats-Unis pour la compagnie South African Airways;

- \* appel au président des Etats-Unis pour qu'il refuse des visas aux fonctionnaires sud-africains et qu'il use de son autorité pour vendre de l'or américain afin de faire baisser le prix du métal jaune sur les marchés internationaux.

Toutefois pour être effectives, ces mesures devront soit être approuvées par Reagan (ce qui est loin d'être assuré), soit recevoir une majorité qualifiée des deux tiers au Sénat et à la Chambre des représentants.

La Suisse, toujours à la traîne, a annoncé qu'elle n'envisageait aucunes sanctions! Le régime raciste sera tombé que la bourgeoisie helvétique sera encore en train de s'évertuer à tirer quelques sous du bourbier.

A. Meylan

### BAROMÈTRE DE L'APARTHEID

**Les enfants  
sous l'apartheid**

Gili William Nyathela, 11 ans, de la ville de Parys, a déclaré devant témoins qu'au début mars, un mercredi, deux policiers vinrent chez lui pour l'emmener de force au poste. Un policier en uniforme lui demanda s'il avait jeté des pierres contre un commerce d'alcool; il répondit par l'affirmative. Il fut ensuite emmené dans une chambre, sa tête fut couverte d'un sac, ses mains menottées et des électrochocs appliqués sur ses doigts. Ensuite, les électrodes furent appliquées à ses organes génitaux. Le jour suivant, il fut emmené dans une chambre remplie de cadavres et on lui ordonna d'embrasser le corps d'un vieillard blanc. A sa sortie, un policier blanc le fouetta.

**Les fouets contre  
les jeunes**

Selon le ministre de la "justice" Kobie Coetzee, 40 288 personnes, de juillet 1984 à juillet 1985, furent condamnées à subir le fouet.

En outre, les nouvelles dispositions pénales permettront, selon un politicien blanc, de "fouetter chaque jeune qui a jeté une pierre durant les révoltes".

**Attaques de la guérilla**

De janvier à avril 1985 : 20.  
De janvier à avril 1986 : 75.

Selon l'Institut d'études stratégiques de l'Université de Pretoria, le nombre d'attaques de guérilla de l'ANC (Congrès national africain) a crû de 309 o/o de 1984 à 1986. Le chef de la police de sûreté sud-africaine a déclaré que 262 guérilleros de l'ANC ont été emprisonnés ou tués depuis 1980.

**Grèves**

678 274 journées de grève ont été enregistrées en 1985 comparées à 379 712 en 1984, selon le rapport annuel du Département du travail. 239 816 travailleurs furent impliqués dans 389 grèves l'année dernière alors que 181 942 salariés participaient à 469 grèves en 1984. Le nombre moyen de travailleurs impliqués dans chaque grève était de 388 en 1984 et de 616 en 1985.

**Une première fédération  
d'industrie**

Le COSATU (Congrès des syndicats sud-africains), la plus importante fédération syndi-

cale du pays, a été créé en novembre 1985. Lors de son congrès de fondation, le COSATU adopta une série de principes fondamentaux. L'un d'eux — "un syndicat, une industrie" — commence à voir le jour.

C'est ainsi qu'à la fin du mois de mai, deux syndicats dans le secteur des transports publics et privés ont uni leurs destinées. L'organisation unifiée (le syndicat des transports — TGWU) regroupe 24 000 travailleurs. Elle s'est fixé pour objectif l'organisation des cheminots qui représentent le 75 o/o des travailleurs des transports.

D'autres fédérations d'industrie sont en cours de création sur la base de fusions entre différentes organisations syndicales existantes. Il en est ainsi de la Fédération des travailleurs de l'alimentation et de la Fédération des travailleurs de la métallurgie et de l'automobile.

La réussite de ces projets, malgré la vague répressive actuelle, sera un grand pas en avant pour la stabilisation d'une Confédération syndicale nationale puissante, car basée sur des fédérations d'industrie solides.